

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE

Secrétariat Général du Ministère

**PROJET D'APPUI A LA PRODUCTION VIVRIERE ET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE
DANS LES DEPARTEMENTS DE L'ALIBORI, DU BORGOU ET DES COLLINES (PAPVIRE-ABC)**

RAPPORT D'AVANCEMENT ANNUEL



NUMERO DU PROJET	P-BJ-AAO-007	NUMERO DU DON	5570155000701
TITRE DU PROJET	Projet d'Appui à la Production Vivrière et de renforcement de la Résilience dans les départements de l'Alibori, du Borgou et des Collines (PAPVIRE-ABC)		
PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche		
PERIODE COUVERTE	Janvier - Décembre 2017		

Janvier 2018

FICHE DE PROJET AU 31 DECEMBRE 2017

PAYS	République du Bénin
TITRE DU PROJET	Projet d'Appui à la Production Vivrière et de renforcement de la Résilience dans les départements de l'Alibori, du Borgou et des Collines (PAPVIRE-ABC)
ORGANE D'EXECUTION	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
NUMERO DU DON GAFSP/BAD	N° 5570155000701 du 16 novembre 2015
NUMERO DU PROJET	P-BJ-AAO-007
DUREE INITIALE DU PROJET	05 ans
FINANCEMENTS :	<i>Programme Mondial pour l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire (GAFSP)</i>
-	<i>Gouvernement de la République du Bénin</i>
DATE D'EVALUATION DU PROJET	Mai-juin 2015
DATE D'APPROBATION	Octobre 2015
DATE DE MISE EN VIGUEUR DE L'ACCORD DE DON/GAFSP	Novembre 2015
DATE PREVUE POUR LE DEMARRAGE DU PROJET	Janvier 2016
DATE DE DEMARRAGE EFFECTIF DU PROJET	14 Avril 2016
DATE DE CLOTURE DU PROJET	31 Décembre 2021
DATES DES DECAISSEMENTS :	
<u>DON GAFSP/BAD</u>	
<u>DATE DU 1^{ER} DECAISSEMENT</u>	14 Août 2016
<u>DATE PREVUE POUR LE DERNIER DECAISSEMENT</u>	31 Décembre 2021
<u>GOVERNEMENT BENINOIS</u>	
<u>DATE DU PREMIER DECAISSEMENT</u>	15 septembre 2016
<u>COÛT INITIAL DU PROJET</u>	27,13 millions USD, soit \approx 15,91 milliards FCFA
<u>MONTANT DU DON GAFSP/BAD</u>	24 millions USD soit \approx 14,07 milliards FCFA
<u>MONTANT DE LA CONTREPARTIE BENINOISE</u>	2,71 millions USD soit 1,59 milliards FCFA
<u>MONTANT DES BENEFICIAIRES</u>	418 180 USD Soit 245,16 millions FCFA
<u>COÛT TOTAL ACTUEL</u>	<u>15 910 000 000 FCFA</u>
FONDS GASFP	
MONTANT CUMULE DECAISSE AU 31 décembre 2017	1.888.045,36 USD, soit 1.399.987.769 FCFA
TAUX DE DECAISSEMENT (DON GAPS /BAD) au 31 décembre 2017	7,87%
CONTREPARTIE BENINOISE	
MONTANT CUMULE DECAISSE AU 31 DECEMBRE 2017	268.417.252 FCFA
TAUX D'EXECUTION FINANCIERE PAR	16,88%

RAPPORT AU COUT GLOBAL (BUDGET NATIONAL)	
DEPENSES CUMULEES ENGAGEES DEPUIS LE DEMARRAGE DU PROJET AU 31 DECEMBRE 2017	3.234.936.572 FCFA
TAUX D'EXECUTION PHYSIQUE CUMULE AU 31 DECEMBRE 2017	21,23%
TAUX D'EXECUTION FINANCIERE CUMULE AU 31 DECEMBRE 2017 (BASE ENGAGEMENT)	25,49%
TAUX D'EXECUTION PHYSIQUE DU PTBA 2017 AU 31 DECEMBRE 2017	64,21%
TAUX D'EXECUTION FINANCIERE DU PTBA 2017 AU 31 DECEMBRE 2017	24,78%
DERNIERE MISSION DE SUPERVISION	13 au 27 septembre 2017

Liste des sigles et abréviations

ABE	: Agence Béninoise de l'Environnement
ABSSA	: Agence Béninoise de Sécurité Sanitaire des Aliments
ACE	: Agents Contractuels de l'Etat
ART	: Ateliers de Revues Technologiques
BAD	: Banque Africaine de Développement
CARDER,	: Centre Agricole Régional pour le Développement Rural
DANA	: Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée
DGR	: Direction du Génie Rural
DLROPEA	: Direction de la Législation Rurale, de l'Appui aux Organisations Professionnelles et à l'Entrepreneuriat Agricole
DPV	: Direction de la Production Végétale
DQIFE	: Direction de la Qualité, des Innovations et de la Formation Entrepreneuriale
DSME	: Direction de la Santé, de la Mère et de l'Enfant
FAO	: Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
GAFSP	: Global Agriculture and Food Security Program
INRAB	: Institut National des Recherches Agricoles du Bénin
MAEP	: Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MPD	: Ministère du Plan et du Développement
MS	: Ministère de la Santé
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
PAPA	: Programme d'Analyse de la Politique Agricole
PAPVIRE-ABC	: Projet d'Appui à la Production Vivrière et de renforcement de la Résilience dans les départements de l'Alibori, du Borgou et des Collines
PASCIB	: Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin
PDAC	: Programme de Développement Agricole des Communes du Bénin
PDDAA	: Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine
PFR	: Plan Foncier Rural
PNIA	: Plan National d'Investissement Agricole
PNOPPA	: Plateforme Nationale des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles
PSDSA	: Plan Stratégique de Développement du Secteur Agricole
PTAB	: Programme de Travail Annuel Budgétisé
SCRP	: Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
SIGFIP	: Système Informatisé de Gestion des Finances Publiques
UGP	: Unité de Gestion du Projet

INTRODUCTION

Le PTBA 2017 du Projet d'Appui à la Production Vivrière et de renforcement de la Résilience dans les départements de l'Alibori, du Borgou et des Collines (PAPVIRE-ABC) retrace pour l'ensemble les activités relatives à la réalisation des études techniques préalables aux travaux d'aménagement, à l'appui au développement des chaînes de valeur, à l'entreprenariat agricole et à la gestion de projet.

Durant l'année 2017, les activités exécutées se sont déroulées dans un contexte marqué par (i) la mise en œuvre des réformes dans le secteur agricole ayant entraîné la liquidation de certaines structures partenaires stratégique du projet, (ii) l'ouverture tardive du SIGFIP au mois de juillet 2017 et (iii) le retard dans la livraison du matériel roulant pour faciliter les missions de terrain.

Nonobstant les difficultés de mise en œuvre liées à la suspension des conventions avec les ex CARDER maîtres d'œuvre du projet, des stratégies opérationnelles déployées par l'UGP ont permis de réaliser sur la base des TDR, avec l'ensemble des partenaires, un certain nombre d'activités d'appuis en direction des acteurs des filières ciblées prévues dans le PTBA 2017.

Le présent rapport présente l'état d'avancement du projet PAVIRE-ABC durant la période de janvier à décembre 2017 et s'articule autour des points ci-après :

- ✓ Présentation synoptique du PAPVIRE-ABC ;
- ✓ Performance globale enregistrée au 31 décembre 2017 ;
- ✓ Point des marchés au 31 décembre 2017 ;
- ✓ Point de mise en œuvre des recommandations antérieures de la mission de supervision ;
- ✓ Contraintes de mise en œuvre du PAPVIRE-ABC et approches de solution ;
- ✓ Perspectives 2018.

I. Présentation synoptique du PAPVIRE-ABC

1.1. Objectifs du projet

Le Projet d'Appui à la Production Vivrière de renforcement de la Résilience dans les départements de l'Alibori, du Borgou et des Collines (PAPVIRE-ABC) est initié par le Gouvernement pour répondre à la situation préoccupante de prévalence de l'insécurité alimentaire dans les 09 communes d'intervention jugées prioritaires. Ces départements connaissent des perturbations climatiques à l'origine de sécheresses et d'inondations aux conséquences importantes.

L'objectif global du Projet est de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à la réduction de la pauvreté. Son objectif spécifique est de relancer durablement la production vivrière dans les départements de l'Alibori, du Borgou et des Collines, à travers l'amélioration de la productivité, la résilience aux changements climatiques, la gestion durable des ressources naturelles agricoles, la réduction des inégalités de genre et l'augmentation des revenus des ménages, notamment les plus vulnérables de la zone d'intervention du projet.

Il est attendu que le projet serve de catalyseur au développement agricole de la zone, en favorisant une meilleure maîtrise de l'eau, le renforcement des infrastructures économiques, la promotion de technologies appropriées de production, de transformation et de mise en marché.

1.2. Composantes et Plan de financement du projet

Les principales composantes du projet avec leurs coûts respectifs (en million USD) et par source de financement sont :

Tableau n°1 : Répartition du coût de projet par composante

COMPOSANTES	GAFSP (millions US)	GVT (millions US)	BEN (millions US)	Total (millions US)	%
A-APPUI AUX INFRASTRUCTURES RURALES	11342,11	124,34	418,18	11884,63	43,8
B-PROMOTION DES CHAINES DE VALEURS ET RESILIENCE	9087,21	2573,31	0,00	11660,51	43,0
C-GESTION DU PROJET	3570,68	15,45	0,30	3586,14	13,2
Total	24 000,00	2713,10	418,18	27131,28	100,0

1.3. Structures impliquées dans la mise en œuvre du projet

La mise en œuvre du projet implique fortement les structures partenaires et institutions stratégiques telles que les DDAEP et ATDA (en remplacement des ex CARDER), la DGR, l'ABE, la PASCIB ainsi quelques entités techniques et institutions à savoir, la DQIFE, la DPV, l'ABSSA, la DLROPEA, l'INRAB, la DANA, la DSME et la PNOPPA.

1.4. Principales dates

Les principales dates ayant marqué la vie du projet se résument ainsi qu'il suit :

DATE	EVENEMENT
Octobre 2015	Date d'approbation
Novembre 2015	Date de mise en vigueur de l'accord de DON/GAFSP
14 Avril 2016	Date de démarrage effectif du projet
31 Décembre 2021	Date de clôture du projet
14 Août 2016	Date du 1 ^{er} décaissement don GAFSP/BAD
15 septembre 2016	date du 1er décaissement gouvernement béninois
09-17 Novembre 2017	première mission de supervision de la BAD
18 janvier 2017	première session du comité de pilotage
13 au 24 septembre 2017	dernière mission de supervision du projet BAD
28 décembre 2017	Session du COP pour l'adoption du PTBA 2018

II. Rappel des objectifs du projet pour l'année 2017 et contexte spécifique de déroulement

2.1. Objectifs fixés pour l'année 2017

Les principales activités prévues pour le compte de l'année 2017 conformément au PTBA se résument ainsi qu'il suit :

2.1.1. Composante Appui aux Infrastructures Rurales

Composante A	Période prévisionnelle de réalisation	Prévisions pour le 3 ^{ème} et le 4 ^{ème} trimestre
<u>Sous-composante : Aménagements hydro-agricoles</u>		
Réalisation des études techniques (APS, APD) et des DAO pour les travaux d'aménagement hydro-agricole et de réhabilitation des barrages agropastoraux dans la zone d'intervention du projet document validé disponible);	Janvier-Décembre	x
Engagement du processus de recrutement de cabinet pour la réalisation des travaux de réfection et d'aménagements spécifiques de 1927 ha de bas-fonds, plaines (contrat signé),	Janvier-Décembre	x
Elaboration du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale et le Plan Cadre de Gestion environnementale du PAPVIRE-ABC (finalisation et approbation)	Janvier-Décembre	x
<u>Sous composante 2 : Protection des zones vulnérables</u>		
Engagement du processus de réalisation des travaux de conservations des eaux et sols sur 350 ha pour protéger les bassins versants des barrages et les zones vulnérables à l'érosion (identification et engagement des procédures de sélection de cabinet pour les études techniques)	Janvier-Décembre	x
Réalisation des travaux de matérialisation, de balisage et de végétalisation de couloirs de transhumance sur 100 km	Janvier-Décembre	x
Elaboration et diffusion des outils de transaction foncière dans toutes les communes d'intervention	Juillet-Décembre	
engagement de la procédure de passation de marchés pour le recrutement de cabinet géomètres en vue de l'élaboration de 20 plans fonciers ruraux (PFR).	Avril-Décembre	x
<u>Sous Composante 3 : Désenclavement Des zones de production</u>		
réalisation des études techniques (APS, APD) et des DAO pour les travaux de réhabilitation de 60 km piste de desserte rurale dans la zone d'intervention du projet (document validé);	Janvier-Décembre	x

2.1.2. Composante Développement chaînes valeurs et résiliences

Les activités par sous-composantes se présentent ainsi qu'il soit :

Composante B	Période prévisionnelle	Prévisions pour le 3 ^{ème} et le 4 ^{ème} trimestre
Sous Composante 1 : Amélioration de la productivité des exploitations et innovations		
mise en place 180 Unités de démonstration (UD) pour la vulgarisation/conseil en paquets de technologies résilientes de production sur les filières maïs, riz et maraîchage ;	Mars-Décembre 2017	x
mise en place 54 Champs Ecoles des Producteurs (CEP) pour la vulgarisation/conseil en technologies résilientes de production sur les filières maïs, riz et maraîchage ;	Mars-Décembre 2017	x
recyclage de 108 Techniciens spécialisés et conseillers agricoles sur l'animation des UD et CEP ;	Avril-Juillet 2017	x
acquisition et mise en place à travers la FUPRO, de 540 tonnes de semences certifiées de maïs, 205 tonnes de semences certifiées de riz, et semences maraîchères au titre de la campagne agricole 2017-2018;	Mars-Juin 2017	
appuyer la production de 2 tonnes de semences de pré-base de riz	Janvier-Décembre 2017	x
renforcement des capacités des multiplicateurs de semences ;	Juin-Août 2017	
structuration des organisations de producteurs semenciers mises en place ;	Avril-Septembre 2017	x
appui à la Ferme Semencière d'Alafiarou pour la production de 10 tonnes de semences de base de maïs ;	Avril -Décembre 2017	x
Sous Composante 2 : Renforcement des capacités		
appui à l'immatriculation et à la mise en conformité de 500 organisations et coopératives dont 150 OP féminines et leurs faïtières avec l'acte uniforme de l'OHADA ;	Avril-Décembre 2017	x
appui en matériels aux CARDER/DDAEP/ATDA, à la DPP/MAEP, à la PASCIB et à la PNOPPA (Véhicules, Ordinateurs, motocyclettes). ;	Avril-Décembre 2017	x
renforcement des capacités des structures partenaires et de l'UGP.		
Sous Composante 3 : Promotion des chaînes de valeurs des filières maïs, riz, maraîchage et poisson		
construction de 30 magasins de stockage et de 12 hangars de marché ;	Avril-Décembre 2017	x
acquisition de 70 bâches, 15 batteuses, 15 égreneuses, 45 équipements d'étuvage du riz et 10 petits équipements de transformation maraichère ;	Avril-Décembre 2017	x
mise en place de 2 mini-rizeries et de 84 cages flottantes	Avril-Décembre 2017	x
formation des OP en gestion des équipements de post récolte et en respect des normes ;	Avril-Décembre 2017	x
mise en place de 3 ESOP suivant les modèles de clusters agricoles dans la zone du projet ;	Avril-Décembre 2017	x
renforcement du système d'Information sur les Marchés dans la zone d'intervention du projet.	Avril-Décembre 2017	x
construction de 27 magasins d'intrants	Avril-Décembre 2017	x
construction de 30 magasins de stockage de produits agricoles et de 12 hangars de marchés ;	Avril-Décembre 2017	x
appui à la mise en place des intrants agricoles vivriers au profit des producteurs bénéficiaires du projet, à travers l'élaboration d'un mécanisme autogéré et durable.	Avril-Décembre 2017	x

Composante B	Période prévisionnelle	Prévisions pour le 3 ^{ème} et le 4 ^{ème} trimestre
<u>Sous Composante 4 : Promotion de l'entrepreneuriat agricole et l'employabilité des jeunes et des femmes</u>		
formation et installation de 185 jeunes et femmes aux centres CPEA de Zagnanado et Kétou et centres privés;	Mars-Octobre 2017	x
appui aux initiatives innovantes et l'élaboration de micro-projets des jeunes.	Octobre - Décembre 2017	x
<u>Sous Composante 5 : Amélioration de l'état nutritionnel des populations de la zone du projet</u>		
élaboration de la table de composition nutritionnelle des aliments ;	Janvier-Juillet 2017	x
appui à l'élaboration de la Politique Nationale de Sécurité Alimentaire (recrutement de consultant en planification).	Avril-Décembre 2017	x

2.1.3. Composante C : Gestion du Projet.

Composante C Gestion du Projet	Période prévisionnelle de réalisation	Prévisions pour le 3 ^{ème} et le 4 ^{ème} trimestre
<u>Sous Composante 1 : Coordination des activités</u>		
élaboration du manuel de procédures de gestion administrative, financière et comptable et du système de gestion informatisée du projet (document validé)	Janvier-Juillet 2017	x
conception et mise du système informatisé de suivi-évaluation (1 cahier d'opérationnalisation des indicateurs, 1 manuel de suivi-évaluation, 1 base de données de suivi) ;	Avril-Décembre 2017	x
élaboration et suivi du PTBA 2017	Janvier 2017	
exécution du budget annuel conformément aux procédures ;	Janvier-Décembre 2017	x
élaboration pour l'audit interne du projet ;	Janvier-Décembre 2017	x
assurer la gestion matérielle et financière de l'UGP et des points focaux ;	Janvier-Décembre 2017	x
acquisition des biens, services et travaux inscrits au PTBA 2016 et 2017 ;	Janvier-Décembre 2017	x
élaboration du plan de passation des marchés.	Janvier-Mars 2017	
mise en place du COP et tenue des sessions ;	Janvier-Décembre 2017	x
élaboration des rapports d'activités et points d'exécution (1 rapport annuel et 04 rapports trimestriels disponibles) ;	Janvier-Décembre 2017	x
évaluation annuelle des prestations des structures partenaires.	Janvier-Décembre 2017	x
élaboration du plan de communication du Projet	Janvier-Juillet 2017	x
suivi externe des activités du projet par les structures compétentes (Direction de la programmation et de la prospective du MAEP (DPP/MAEP), Ministère du plan et du développement(MPD), Plateforme des acteurs de la société civile au Bénin (PASCiB)).	Janvier-décembre 2017	x

2.2. Contexte de déroulement des activités

Suite à l'adoption du PTBA 2017 par la BAD en février 2017, sa mise en œuvre a été influencée par les conditions spécifiques ci-après :

- la non ouverture du SIGFIP jusqu'au mois de juillet 2017 pour l'engagement des dépenses de contrepartie ;
- le recrutement du personnel complémentaire (Points focaux, Assistant Projet, Standardistes, Chauffeurs) au mois d'avril 2017;
- l'élaboration et la validation d'un mécanisme autogéré d'acquisition et de mise en place des semences de variétés améliorées de riz, de maïs et de cultures maraîchères ;
- la mise en œuvre des réformes dans le secteur agricole ayant entraîné la liquidation des structures appelées à mettre en œuvre les activités suivant leurs domaines de compétence notamment les CARDER, la CAIA, l'APAH, l'ADMA et l'ONASA.
- l'exécution des activités prévues dans le PTBA 2017 sur la base des TDR avec les directions techniques en l'absence de conventions ;
- le début d'opérationnalisation des nouvelles structures du cadre institutionnel du secteur agricole notamment les DDAEP et ATDA ;
- le retard observé au cours du premier semestre de l'année 2017 dans l'obtention des ANO de la BAD sur les rapports de dépouillement des offres techniques et financières des appels d'offre notamment ceux relatifs aux études techniques préalables aux travaux d'aménagement hydro-agricole ;
- l'organisation d'une mission de revue de performance du portefeuille des projets du secteur agricole de la BAD du 13 au 27 septembre 2017 ;
- la formation du personnel de l'UGP en octobre sur les procédures de gestion financière, de décaissement et d'acquisition ;
- le retard dans la livraison du matériel roulant pour faciliter les missions de suivi rapproché des bénéficiaires ;
- l'engagement des procédures pour le recrutement de cabinet d'études pour la réalisation des études techniques des travaux d'aménagement hydro-agricole ;
- la nomination d'un nouveau TASK Manager au cours du troisième trimestre de l'année.

III. Performance du projet au 31 décembre 2017

3.1. Situation globale

A la date du 31 décembre 2017, la situation d'exécution du PTBA 2017 affiche un taux d'exécution physique de 64,21% contre un taux d'exécution financière de 24,78%. Ces taux confèrent au projet après pratiquement une année franche d'exercice un niveau global d'exécution physique des activités du Projet de 21,23% sur une prévision de 30%. Cette situation s'explique par le retard accusé dans la mise en œuvre des procédures de passation des marchés relatifs aux études techniques sur les travaux d'aménagement hydro-agricoles, à la non réalisation des infrastructures de stockage et de transformation et à la liquidation de plusieurs structures techniques du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, appelées à exécuter les activités de terrain du projet.

En effet, le PAPVIRE-ABC était prévu pour démarrer en novembre 2015. En raison de quelques contraintes, le projet a été lancé en avril 2016. Le premier décaissement de la BAD n'a été effectif qu'au mois de septembre 2016. Du coup, seules les activités préparatoires ont pu être exécutées en 2016. En 2017, avec la liquidation des ex CARDER ; maîtres d'œuvre du projet, les activités se sont poursuivies sur le terrain avec beaucoup de difficultés.

Le tableau ci-dessous illustre la performance globale du projet au 30 septembre 2017 comparativement à l'année passée :

Tableau n°1 : Niveaux de performance réalisés en 2016 et 2017

N°	PRINCIPAUX PARAMETRES	2016	2017
1	Coût PTBA (millions de F CFA)	4216,48	5574,76
2	Taux d'exécution physique du PTBA (%)	27,12	64,21
3	Taux d'exécution financière du PTBA (Base engagement) (%)	5,76	24,78
4	Taux cumulé d'exécution physique du projet (%)	5,2	21,23
5	Taux cumulé d'exécution financière par rapport au coût du projet du projet (%)	1,53	10,78
6	Montant total engagé (millions de F CFA)	242,94	1715,000

3.2. Performance du projet par composante

3.2.1. Composante A

Dans le domaine de l'appui aux infrastructures rurales, les activités ont été exécutées à hauteur de 47,21% sur la base des prévisions initiales. Ce niveau relativement faible de réalisation s'explique par le long processus observé dans l'aboutissement des dossiers de recrutement de cabinet pour les études techniques préalables aux travaux d'aménagement et de réhabilitation.

Les principales activités exécutées ayant permis ce niveau de réalisation se présentent comme suit :

- établissement de convention avec les cabinets d'études pour la réalisation des études techniques APS et APD ainsi que des DAO pour les travaux de réhabilitation de 07 barrages d'eau avec 67 ha aménagements hydro-agricoles à la partie aval de ces ouvrages sur 08 sites et des travaux d'aménagement hydro-agricole ;
- élaboration et validation d'un Plan Cadre de Gestion environnementale et Sociale avec l'appui technique de la Cellule Environnementale du MAEP;
- Organisation d'une retraite d'élaboration des TdR de réalisation des études d'impact environnemental et social des sous-projets du PAPVIRE-ABC ;
- organisation d'un atelier technique du lancement des travaux en HIMO disponible ;
- Présélection de 33 villages devant bénéficier de l'élaboration de 20 Plans Fonciers Ruraux ;
- élaboration d'un plan d'actions assorti d'un budget pour la gestion de la transhumance dans les communes des Collines avec le consortium SNV, APIC, APIDev et PAFILAV.

3.2.2. Composante B : Développement des Chaînes de Valeurs Agricoles et Résilience

Au titre de l'année 2017, les interventions inscrites dans cette composante ont trait aux actions de suivi-appuis-conseils, à la promotion de l'entrepreneuriat agricole, à la construction des infrastructures de stockage et d'intrants et au renforcement des capacités des acteurs.

Au 31 décembre 2017, la mise en œuvre des activités affiche un taux d'exécution physique de 57,35% sur la base des prévisions initiales. Ce taux reste relativement moyen au regard des ambitions en début d'année. En effet, les activités de cette composante devraient être portées par les ex CARDER liquidées en relation avec les directions et structures techniques du MAEP. Ainsi, l'UGP sous la supervision de l'autorité de tutelle, a déployé un système d'exécution des activités inscrites dans le PTBA sur la base des TDR.

Pour cette composante, les principales activités exécutées portent sur :

- ✓ la validation par l'ensemble des acteurs du projet de divers mécanismes autogérés portant sur l'acquisition et la mise en place de semences améliorées de riz, de maïs et de cultures maraîchères, l'approvisionnement en intrants spécifiques pour vivriers et la mise en marchés des produits agricoles ;
- ✓ l'acquisition, par demande de cotation auprès des coopératives semencières, de 538 tonnes de semences certifiées de maïs dont 376,54 tonnes de variété QPM-FAABA, 90,5 tonnes de variété TZPB, 70,93 tonnes de variété EVDT et de 203,431 tonnes de semences certifiées de riz de variété IR841 ;
- ✓ l'installation de 103 Unités de Démonstration (UD) de maïs et de riz ;
- ✓ l'appui à l'installation de 43 Champs Ecoles Paysans (CEP) dont 22 de maïs, et 21 de riz ;
- ✓ la mise en place de 10 tonnes de semences de base de riz de variété IR 841 produites par l'INRAB suivant un contrat dans les communes d'intervention du projet ;
- ✓ Mise en place de 10 tonnes de semences de base de maïs ;
- ✓ l'organisation d'une série de formations par département sur les itinéraires techniques culturels de production de riz pour l'amélioration de la productivité au profit de 91 riziculteurs dont 21 femmes et 18 agents (Ex RDR et TSPV), 16 au 26 mai 2017 ;

- ✓ la formation de 142 jeunes en techniques de production, entrepreneuriat agricole, chaîne de valeur ajoutée, techniques de marketing en réseaux aux centres CPEA de Zagnanado et Kétou et au centre privé CPETAKI ;
- ✓ l'organisation de la mission de suivi d'étape et d'échanges sur les modalités d'installation avec les jeunes en formation dans les centres CPEA de zagnanado et de Kétou, du 03 au 05 octobre 2017;
- ✓ l'organisation de la cérémonie de remise de diplômes aux jeunes en formation dans les Centres CPEA de zagnanado et de Kétou ;
- ✓ l'organisation d'une mission d'évaluation des besoins et de reconnaissance des sites des jeunes formés dans les centres CPEA et CPETAKI ;
- ✓ l'élaboration de la table de composition des aliments sous la supervision d'un comité de pilotage présidé par la DANA ;
- ✓ l'organisation d'une mission de validation des besoins des OP en matière de magasins et recensement complémentaire des actes administratifs de sécurisation ;
- ✓ l'organisation d'une séance de concertation et d'échanges avec la CoopDICPA sur les modalités de mise en marché des produits agricoles ;
- ✓ l'organisation d'une mission d'information et de sensibilisation des bénéficiaires sur les modalités pratiques de commercialisation des produits vivriers.

3.2.3. Composante C : Gestion du Projet

Au titre de la coordination et la gestion du projet, le taux d'exécution physique des activités au 31 décembre 2017 est de 84,4%.

Les principales réalisations ayant permis d'atteindre ce niveau de performance se résument comme suit :

- ✓ élaboration du manuel de procédures de gestion administrative, financière et comptable et du système de gestion informatisée du projet (en cours) ;
- ✓ préparation et négociation de divers contrats et conventions ;
- ✓ élaboration et validation du plan de communication du PAPVIRE-ABC par un consultant indépendant ;
- ✓ élaboration du plan d'opérationnalisation du PAPVIRE-ABC sur la période de 2017 à 2021 ;
- ✓ organisation de l'atelier de validation du PTBA 2018 avec l'ensemble des structures partenaires ;
- ✓ mise en place des cadres complémentaires de l'Unité de Gestion du Projet ;
- ✓ mise en place du site web par le portail web du MAEP;
- ✓ mission d'appui à l'opérationnalisation d'une interface Web et à la mise en formats électroniques des productions et supports de publication ;
- ✓ poursuite des procédures d'acquisition de divers équipements et véhicules.
- ✓ la tenue de la session du Comité d'Orientation et de Pilotage pour l'adoption du PTBA 2018 et du PPM 2018.

La situation d'exécution physique du projet PAPVIRE-ABC au 31 décembre 2017 se présente comme suit :

Composante	Taux d'exécution physique au 31 décembre 2017			
	31 mars 2017	30 juin 2017	30 septembre 2017	31 décembre 2017
Composante A	10,26	24,635	38,84	47,21%
Composante B	16,76	51,2	49,87	57,35%
Composante C	29,58	39,03	56,84	84,4%
Projet	18,83	38,28	47,61	
	Taux d'exécution financière PTBA 2017 au 31 décembre 2017			
Composante A	0,48%	1,21%	3,45%	
Composante B	0,88%	14,20%	30,88%	
Composante C	4,18%	8,92%	17,57%	
Projet	1,85%	10,45%	22,30%	

IV. Situation d'exécution physique détaillée des activités par composante au 31 décembre 2017

4.1. Composante A : Appui aux infrastructures rurales.

L'appui aux infrastructures rurales vise un développement durable de la production vivrière et maraîchère à travers les aménagements hydro-agricoles, la protection des zones vulnérables, la sécurisation foncière et la gestion de la transhumance et le désenclavement des zones de production.

Les principales activités réalisées au cours de la période de janvier à décembre 2017 se présentent ainsi qu'il suit :

- **A1. Des aménagements hydroagricoles sont réalisés**

4.1.1.1. Réaliser des études techniques APS et APD et des DAO pour les travaux de réhabilitation de 07 barrages d'eau avec 67 ha aménagements hydro-agricoles à la partie aval de ces ouvrages sur 08 sites

Activités	Indicateur	Période prévisionnelle	Élément de réalisation	Taux de réalisation
Réaliser des études techniques APS et APD et des DAO pour les travaux de réhabilitation de 07 barrages d'eau avec 67 ha aménagements hydro-agricoles de à la partie aval de ces ouvrages sur 08 sites	Rapport d'étude technique validé disponible	Janvier-Septembre 2017	Relance de la BAD pour l'obtention de l'ANO sur le rapport de dépouillement des propositions techniques	30%

Commentaire :

A la suite des résultats de caractérisation et de confirmation des sites par la Direction du Génie Rural, l'UGP a engagé au cours du premier trimestre de l'année 2017 la procédure de passation des marchés pour le recrutement de cabinet. Malgré les diligences accomplies, les conventions n'ont pu être signées avec les structures adjudicataires en raison du retard accusé dans l'émission de l'avis de non objection de la BAD sur les rapports de dépouillement des offres techniques. Ce retard explique pour le mieux le faible taux d'exécution au niveau de cette activité.

4.1.1.2. Réaliser des études techniques APS et APD et des DAO pour les travaux d'aménagement hydro-agricole

Activités	Indicateur	Période prévisionnelle	Élément de réalisation	Taux de réalisation
Réaliser des études techniques APS et APD et des DAO pour les travaux d'aménagement hydro-agricole	Rapport d'étude technique validé disponible	Janvier-Septembre 2017	Le rapport de dépouillement des propositions techniques transmis à la BAD	30%

Commentaire :

A la suite des résultats de caractérisation et de confirmation des sites par la Direction du Génie Rural, l'UGP a engagé au cours du premier trimestre de l'année 2017 la procédure de passation des marchés pour le recrutement de cabinet. Malgré les diligences accomplies, les conventions n'ont pu être signées avec les structures adjudicataires en raison du retard accusé dans l'émission de l'avis de non objection de la BAD sur les rapports de dépouillement des offres techniques. Ce retard explique pour le mieux le faible taux au niveau de cette activité.

4.1.1.3. Réaliser les travaux d'aménagements les bas-fonds en HIMO sur 930 ha

Activités	Indicateur	Période prévisionnelle	Élément de réalisation	Taux de réalisation
Réaliser les travaux d'aménagements les bas-fonds en HIMO sur 930 ha	930 ha réalisés	Janvier-Juin 2017	-Identification et caractérisation des sites à aménager -TDR pour la réalisation des études techniques disponible - Démarrage du processus de sécurisation foncière des sites retenus	30%

Commentaire :

Cette activité devrait être initialement réalisée par les ex CARDER en relation avec la DGR. Cependant, l'engagement du processus de liquidation des CARDER en cours n'as pas permis le démarrage des activités dans les délais. Ainsi, l'UGP a sollicité l'appui de la DGR qui a effectué une mission de caractérisation des sites à aménager du 17 au 27 mars 2017. A l'issue de cette mission, il a été organisé les 27 et 28 avril 2017 un atelier préparatoire sur les modalités de réalisation des travaux d'aménagements des bas-fonds en HIMO. Suite aux différentes réflexions. il est retenu de solliciter l'appui des cabinets de géophysiciens sous la supervision de la DGR et des ex SCDA pour la conduite du processus.

4.1.1.4. Elaborer un cadre et un Plan de Gestion Environnementale Stratégique

Activités	Indicateur	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Elaborer un cadre et un Plan de Gestion environnementale Stratégique	Document de PGES validé disponible	Rapport provisoire du Cadre de Gestion environnementale assorti de Plan cadre de Gestion environnementale stratégique disponible	82,03 %

Commentaire : Conformément au document de projet, la Cellule Environnementale du MAEP assure l'élaboration des outils de planification, de suivi et de surveillance environnementale requise pour garantir la mise en œuvre efficace du projet. Fort de cela, une équipe technique constituée des cadres de la Cellule environnementale, des personnes ressources de l'ABE et d'un expert a été mise en place pour affiner les aspects techniques et pratiques préparatoires. Ensuite, un atelier technique d'élaboration a été organisé du 28 février au 04 mars 2017 dans la salle de conférence de l'ex CARDER Zou-Collines. A l'issue de cet atelier, le rapport provisoire a été transmis à l'UGP pour pré-validation. Ensuite, il a été organisé l'atelier technique de validation dudit document les 11 et 12 mai 2017 dans la salle de conférence de la DQIFE/MAEP. Cet atelier a enregistré la participation des cadres des structures techniques et partenaires notamment, la PNOPPA, la PASCiB, la DPP l'ABE, la DQIFE, la DGR. Conformément aux recommandations de cet atelier, une retraite technique a été organisée pour la prise en compte des observations et finalisation du document. Ce document devra faire l'objet d'une validation également par une Commission Nationale/ABE. En attendant, la Cellule environnementale a organisé une retraite d'élaboration des TdR de réalisation des études d'impact environnemental et social des sous-projets du PAPVIRE-ABC.

- A2. La protection des zones vulnérables, la sécurisation foncière et la gestion de la transhumance sont assurées dans la zone du projet

4.1.1.5. Appuyer l'élaboration de plans fonciers ruraux (PFR) :

Activités	Indicateur	Période prévisionnelle	Élément de réalisation	Taux de réalisation
Appuyer l'élaboration de plans fonciers ruraux (PFR)	20 PFR engagés	Janvier-Juin 2017	TDR et DDP pour la sélection de cabinets géomètres disponibles Présélection de 33 villages	20%

Commentaire :

Dans le cadre de la sécurisation foncière, deux équipes techniques constituées des cadres de la Direction de la Législation Rurale, de l'Appui aux Organisations Professionnelles et à l'entreprenariat Agricole (DLROPEA) et de la Direction du Génie Rural ont sillonné du 08 au 12 mai 2017 l'ensemble des communes d'intervention du PAPVIRE-ABC à l'effet d'obtenir une liste consensuelle provisoire et sans équivoque de villages à doter de PFR. Les séances ont été organisées dans chaque commune, en présence du représentant du Maire, du Président de la Commission des Affaires Domaniales, du Chef de Service des Affaires Domaniales et Environnementales, de la Représentante des femmes de la Commune, du Représentant des notables et du RDR. Lesdites séances se sont déroulées en plusieurs étapes notamment la présentation du projet et des plans fonciers, la présentation des critères de choix et l'identification des villages et ont enregistré en moyenne par commune 07 participants. Au total, 33 villages ont été présélectionnés dans les communes ciblées, à savoir : Karimama (Gorou-Béri, Mamassy-Gourma, Kompanti, Tondikouara), Banikoara (Gbébabi, Gougnirou, Yambérou, Tintimou), Gogounou (Fana, Tila, Kali), Kalalé (Yolla, Gnel-Boucatou, Lou), N'dali (Wérèrèkè, Gounin, Kori), Tchaourou (Kpari, Worogui-goura, alafiarou, Gango), Ouèssè (N'gbehuedo, Challa-ogoi, Kpassa, Attata), Glazoué (Fifadji, Offè, Adjankadji, Atogbo), Bantè (Djagballo, Banon, Itchocobo, Aloba).

A l'issue de la phase de présélection des villages devant bénéficier des PFR, la DLROPEA en relation avec la PNOPPA a organisé les 21 et 22 juillet 2017, l'atelier technique d'élaboration des TDR de sélection de cabinets de géomètres experts pour l'élaboration des PFR. Les dossiers sont transmis à l'UGP pour la conduite du processus. Le niveau faible de réalisation se justifie par la suspension momentanée du processus d'élaboration du PFR intervenue avec la création de l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier. Le processus n'a repris qu'à l'issue des concertations avec les structures et partenaires impliqués courant fin juin. Toutefois, l'UGP devra faire diligence pour l'engagement diligent du processus de recrutement de cabinets.

4.1.1.6. Diffuser les outils de transaction foncière dans le cadre du partenariat avec la DLROPEA dans toutes les communes d'intervention

Activités	Indicateur	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Diffuser les outils de transaction foncière dans le cadre du partenariat avec la DLROPEA dans toutes les communes d'intervention	100% de document de transaction disponible	Les actes de donation et d'affirmation et liste des bénéficiaires disponibles Le plan de dynamisation des structures locales de gestion foncière disponible	50%

Commentaire :

Pour l'atteinte de ses objectifs, le Projet a prévu, avec l'appui technique de la Direction de la Législation Rurale, de l'appui aux Organisations Professionnelles et à l'Entrepreneuriat Agricole (DLROPEA), le diagnostic des structures locales de gestion foncière en vue de leur dynamisation.

C'est dans ce contexte qu'il a été organisé par la DLROPEA du 24 au 29 juillet 2017 le diagnostic des structures locales de gestion foncière dans les communes d'intervention du projet, assorti d'un plan de dynamisation.

Par ailleurs, la mise en place des outils de transaction foncière passe par l'identification des usagers et des ayants-droits des sites (abritant les infrastructures ou à aménager) et le suivi des étapes de sécurisation des sites (acte de donation, acte d'affirmation, certificat foncier). Au cours du deuxième trimestre, l'UGP, en relation avec quelques personnes ressources, a procédé à la collecte des actes administratifs complémentaires. Aussi, les outils existent et seront adaptés au besoin dans la zone d'intervention du projet. Enfin, les TDR sont élaborés pour l'élaboration et la diffusion des outils sont disponibles.

4.1.1.7. Réaliser la matérialisation, le balisage et la végétalisation de couloirs de transhumance sur 100km

Activités	Indicateur	Période prévisionnelle	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Réaliser la matérialisation, le balisage et la végétalisation de couloirs de transhumance sur	Nombre de Km de couloirs : 100 Km	Janvier-Décembre 2017	Plan d'actions budgétisées pour la gestion de la transhumance disponible Elaboration de projet de convention avec le consortium pour la réalisation des travaux à	20%

100km		soumettre à la BAD	
<p>Commentaire :</p> <p>Faisant suite à la séance de travail organisée par l'UGP le 20 juin 2017 aux fins d'échanger avec les acteurs clés (PAFILAV, ONG APIDEV), il a été organisé, au cours de ce troisième trimestre un Etat des lieux des besoins en infrastructures et des dynamiques de gestion de la transhumance dans les communes de Glazoué, Bantè et Ouessè, du 23 juillet au 02 août 2017. Cette mission a permis par commune, entre autres, de faire le point exhaustif de tous les couloirs de passage et d'accès des sites aménagés ou non dans les communes concernées par l'action et de géo-référencier quelques infrastructures pastorales/agropastorales.</p> <p>Ensuite, un atelier d'élaboration d'un plan d'actions budgétisées pour la gestion de la transhumance dans les collines de Glazoué, Bantè et Ouessè a été organisé à Glazoué du 05 au 10 septembre 2017. Ont pris part aux travaux outre l'UGP, les représentants des maires, les cadres des DDAEP, de la Direction de l'Elevage et du Consortium (APIDeV-APIC-SNV).</p> <p>A la date du 31 décembre 2017, le projet de convention et le plan d'actions sont en cours de finalisation pour transmission à la BAD.</p>			

- A3 Les zones de production sont désenclavées

4.1.1.8. Réhabiliter partiellement les tronçons critiques sur 60 Km

Activités	Indicateur	Période prévisionnelle	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Réhabiliter partiellement les tronçons critiques sur 60 Km	Longueur des tronçons critiques de pistes caractérisés et réhabilités (Km) : 100	Janvier-Décembre	Néant	%

Commentaire : Faisant suite aux observations d'un soumissionnaire, la procédure de recrutement de cabinet d'étude pour la réalisation des études techniques a été reprise. A l'étape actuelle, le rapport de dépouillement des offres techniques est disponible.

4.2. Composante B : Développement des chaînes de valeurs agricoles et résilience

Cette composante comprend les volets relatifs à l'amélioration de la productivité des exploitations et des innovations technologiques, au renforcement de capacité des parties prenantes, au développement des Chaînes de valeurs agricoles, à la promotion de l'entrepreneuriat agricole et de l'employabilité des jeunes et des femmes, et à la nutrition.

Dans le cadre du développement des chaînes de valeur agricole et résilience, les principales activités exécutées pour la période de juillet à septembre 2017 se présentent comme suit :

- **RB1 : La productivité des exploitations et les innovations technologiques sont améliorées dans la zone du projet**

4.2.1.1. Organiser des ateliers de Revues Technologiques

Activités	Indicateur	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Organiser des ateliers de Revues Technologiques	Nombre de personnes-jours aux ateliers de revue technologique (H/F) Cible (2017): 5670/3780	Néant	0%

Commentaire : En raison de la liquidation des ex CARDER en cours, aucune activité n'a été enregistrée par cette structure en collaboration avec la DQIFE et l'INRAB. Les solutions alternatives de pilotage des activités très capitales ont été mises en œuvre au cours du deuxième trimestre. Ainsi, diverses formations ont été organisées à l'endroit des producteurs leaders abritant les UD et CEP et des agents d'encadrement.

4.2.1.2. Mettre en place des Unités de démonstration (UD) et les Champs Ecole Paysans (CEP) pour la vulgarisation/conseil en paquets de technologies résilientes de production sur les filières maïs, riz et maraîchage

Activités	Indicateur	Période prévisionnelle	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Mettre en place des Unités de démonstration (UD) et les Champs Ecoles Paysans (CEP) pour la vulgarisation/conseil en paquets de technologies résilientes de production sur les filières maïs, riz et maraîchage	Nombre de producteurs formés sur les UD (H/F) Cible 2017 (615/264)	Janvier-décembre	Un effectif de 54 UD de maïs et de 54 UD de Riz a été mis en place.	60%

Commentaires :

A la suite de la mission de sensibilisation, d'information et de formation des RDR et des producteurs leaders sur la mise en place des Unités de Démonstration (UD) et des Champs Ecoles Paysans (CEP) tenue du 05 au 11 mars 2017, l'UGP a organisé une série de formations à l'endroit des agents de terrain et des producteurs leaders.

Du 27 au 29 mars 2017, une session de recyclage a été organisée sur la démarche et les outils de mise en place des Unités de Démonstration (UD) et des Champs au profit de 9 ex Techniciens Spécialisés en Production Végétale (TSPV), 09 ex Techniciens Spécialisés en Aménagement et

Equipement Rural (TSAER) et de 09 cadres techniques des ex CARDER.

Ensuite, les RDR et les TSPV ont organisé à leur tour du 16 au 22 avril 2017 avec l'appui des ex CARDER, une séance de restitution au niveau des communes d'intervention du projet au profit de 45 CPV et 22 ACQCPV. A l'issue de cette formation, les fiches d'identification et de validation des sites ont été collectées.

En outre, l'UGP a organisé avec l'appui technique de l'INRAB, de la DQIFE et de personnes ressources, des formations au profit des producteurs leaders accompagnés des Techniciens par département sur les itinéraires techniques cultureux de production de riz pour l'amélioration de la productivité. Lesdites formations se sont déroulées respectivement comme suit :

- 8 au 11 mai 2017 dans les collines au profit de 36 riziculteurs dont 11 femmes et 6 agents (RDR et TSPV) ;
- 16 au 19 mai 2017 dans le Borgou au profit de 21 Riziculteurs (dont 01 femme) et 6 agents (03 TSPV, 03 RDR),
- 23 au 26 mai 2017 sur les itinéraires techniques cultureux de production de riz. C'est dans l'Alibori au profit 34 producteurs dont 09 femmes et 06 agents (RDR, TSPV).

Les modules de formation ont porté sur les thématiques ci-après : (i) Généralités sur les technologies résilientes de production de riz (SRI, GIPD, etc.), (ii) Itinéraires cultureux de production de riz pluvial et dans les zones de bas fond aménagés et autres sites et (iii) Gestion des adventices et des ravageurs. Les exercices pratiques et les échanges ont permis de déboucher sur une fiche technique de choix des technologies et d'élaboration de calendrier d'application.

Par ailleurs, les producteurs leaders maraîchers ont bénéficié à N'dali du 09 au 11 mai 2017 d'une session de formation sur les l'utilisation des fertilisants biologiques et des pesticides.

Ensuite, une mission de suivi composée des cadres de l'UGP a été organisée du 17 au 22 juillet 2017 dans les communes d'intervention du PAPVIRE-ABC à l'effet de d'apprécier à l'étape actuelle le niveau de mise en œuvre des activités de préparation et d'installation des Unités de Démonstration (UD). Les différents points abordés au cours de la mission se présentent comme suit :

- analyse participative de l'état d'exécution de la feuille de route d'installation des UD et CEP par commune,
- évaluation globale du niveau de satisfaction des besoins des UD et CEP et des groupes de contacts en semences certifiées de riz et de maïs et intrants spécifiques ;
- appréciation de la collaboration entre le staff des ex SCDA et les Unions Communales de Producteurs (UCP) ;
- une analyse des préoccupations majeures et des approches de solution

Dans le but de capitaliser les acquis, une session de formation a été organisée du 05 au 21 septembre 2017 sur le renforcement des capacités des agents de terrain pour un meilleur suivi des Unités de Démonstration.

Enfin, un dispositif de suivi rapproché des producteurs a été mis en place avec l'appui des agents de terrain des ex CARDER. Mission de suivi rapproché des producteurs membres des groupes de contact et des bénéficiaires directs du PAPVIRE-ABC par les agents de terrain

Le point des UD et CEP installés au 31 décembre 2017 se présente comme suit :

Tableau n°2 : Point des UD et CEP installés

COMMUNES	CEP							UD						
	MAÏS		RIZ		TOTAL			MAÏS		RIZ		TOTAL		
	PREV	REAL	PREV	REAL	PREV	REAL	%	PREV	REAL	PREV	REAL	PREV	REAL	%
BANIKOARA	4	6	4	4	8	10	125	10	10	10	10	20	20	100,0
GOGOUNOU	2	2	2	2	4	4	100	10	9	7	7	17	16	94,1
KARIMAMA	1	1	4	2	5	3	60	5	5	10	10	15	15	100,0
KALALE	3	3	2	3	5	6	120	11	7	8	8	19	15	78,9
N'dali	4	4	1	1	5	5	100	15	15	2	2	17	17	100,0
TCHAOUROU	2	2	2	1	4	3	75	12	5	4	3	16	8	50,0
BANTE	2	2	2	2	4	4	100	8	3	8	5	16	8	50,0
GLAZOUE	2	0	2	1	4	1	25	8	0	7	3	15	3	20,0
QUESSE	2	0	2	2	4	2	50	8	0	7	6	15	6	40,0
Total général	22,0	20,0	21,0	18,0	43,0	38,0	88,4	87,0	54,0	63,0	54,0	150,0	108,0	72,0

4.2.1.3. Assurer l'encadrement des producteurs pour la maîtrise de Technologies Résilientes

Activités	Indicateur	Période prévisionnelle	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Assurer l'encadrement des producteurs pour la maîtrise de Technologies Résilientes	Nombre de producteurs suivis et appuyés (H/F) Cible (2017) : 6376	Avril-Décembre	2920 producteurs suivis et appuyés	46%

Commentaires :

Dans le cadre du suivi-appui-conseils rapproché des producteurs, une séance de concertation et d'échanges sur les technologies résilientes de production et les approches de diffusion auprès des producteurs. En outre, des séances de sensibilisation, d'information des producteurs leaders abritant les UD et CEP et des bénéficiaires directs ont organisées au cours du mois de mars 2017.

En outre, les agents de terrain sous la supervision des DDAEP ont organisé au cours de juillet à décembre 2017 des missions de suivi technique des actions de suivi rapproché des producteurs leaders et des membres des groupes de contact et des bénéficiaires directs du PAPVIRE-ABC.

Ces différentes missions ont permis d'atteindre les résultats ci-après :

1. les difficultés rencontrées pour la conduite des UD et CEP sont bien connues et des solutions sont préconisées ;
2. les membres des groupes de contact bénéficient au moins une fois par quinzaine de session de formation sur les UD et CEP ;
3. les études portant sur les infrastructures du projet sont bien conduites dans les délais

requis ;

4. les bénéficiaires directs du projet sont bien encadrés et suivis ;
5. la liste des UD et CEP fonctionnels du PAPVIRE-ABC au titre de la campagne agricole 2017-2018 est finalisée ;
6. les données de suivi et d'évaluation des actions de terrain du projet sont disponibles et transmises à l'UGP.

4.2.1.4. Recycler le personnel impliqué des TS et CA (TSPV et des CPV) sur l'animation des UD et CEP

Activités	Indicateur	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Recycler le personnel impliqué des TS et CA (TSPV et des CPV) sur l'animation des UD et CEP	54 conseillers agricoles recyclés	Session de formation et recyclage au profit de 91 agents de terrain (ex RDR, ex TSPV, CPV, TSSE) sur les itinéraires techniques de production du riz et de Maïs et la lutte contre les ravageurs	100%

Commentaires :

Dans le cadre du renforcement de capacités techniques et organisationnelle des cadres et agents de terrain sur l'animation des Unités de Démonstration (UD) et Champs Ecole Paysans (CEP), les principales sessions de recyclage organisées se présentent comme suit :

- 27 au 29 mars 2017 à l'hôtel SERO KORA 3 à Parakou, une session de formation tenue sur la démarche et les outils de mise en place des UD et CEP au profit de 27 Techniciens spécialisés ;
- 16 au 22 avril 2017 au niveau des communes, une session de formation tenue au profit de 45 CPV et de 22 ACQCPV sur les techniques d'installation et de suivi des UD et CEP ;
- 06 au 13 septembre 2017, une session de formation de recyclage tenue au profit de 09 ex RDR, 09 TSPV, 09 TSSE, 09 TSAER et 53 CPV sur les itinéraires techniques de production du riz et de Maïs et la lutte contre les ravageurs. Lesdites sessions se sont déroulées respectivement du 06 au 08 septembre 2017 à Dassa et N'dali et du 11 au 13 septembre 2017 à Kandi.

En outre, les outils et fiches de suivi des UD et CEP finalisées ci-après ont été mis à disposition pour être renseignés :

- la fiche de collecte des données des UD ;
- la fiche de collecte des données des CEP ;
- la fiche de collecte de données bilan des UD ;
- la fiche de collecte de données bilan des CEP ;
- la fiche de présentation du dispositif expérimental du riz, du maïs et des cultures maraichères ;
- la fiche de calcul des dépenses dans les CEP et UD ;

- la fiche de proposition de Journée Champêtre avec les membres du CEP ;
- le rapport hebdomadaire de suivi des sites des UD et CEP tenu et signé par le Conseiller en Production Végétale (CPV) ;
- le rapport mensuel de suivi des sites des UD et CEP tenu et signé par le Technicien Spécialisé en Production Végétale (TSPV) ;
- le rapport de formation /démonstration des groupes de contact ;
- et le rapport de campagne agricole 2017-2018.

4.2.1.5. Appuyer la production de semences certifiées

Activités	Indicateur	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Appuyer la production de semences certifiées	741 tonnes de semences certifiées de riz et de maïs acquises	La fourniture par les coopératives semencières et la mise en place auprès des UCP de 538,18 tonnes de semences certifiées de maïs, 203 tonnes de semences certifiées de riz Mise en place de 10 tonnes de semences de base de riz et de 10 tonnes de semences de base de maïs	58,105%

Commentaires :

En exécution des instructions contenues dans l'Aide-Mémoire de la mission de supervision de la BAD tenue du 09 au 17 novembre 2016, un atelier technique sur le mécanisme d'acquisition et de mise en place des semences, s'est tenu du 11 au 13 janvier 2017 à JECO HOTEL de Dassa, en présence des cadres de l'UGP, des représentants des CARDER, de la CNAB, de l'INRAB, de la PASCIB, de la DQIFE, de la DPV, de la PNOPPA, de la FUPRO, de l'UPRG et des semenciers. Cet atelier a permis de valider trois documents importants approuvés avec amendement par la BAD, à savoir :

- le mécanisme spécifique d'acquisition et de mise en place des semences certifiées campagne 2017-2018 ;
- le mécanisme durable de production, de multiplication et de distribution des semences gérées par les producteurs et multiplicateurs de semences et ;
- les modèles de contrat type entre les acteurs (individuels et groupements).

Pour la première année il est retenu que le PAPVIRE-ABC à travers une convention spécifique avec l'INRAB et la DPV, appuie la production des semences de pré base et de base pour les spéculations ciblées notamment le riz, le maïs et les cultures maraîchères. En outre, l'UGP procédera à titre transitoire et exceptionnelle, à l'acquisition des semences certifiées adaptées aux zones agro écologiques de production et provenant essentiellement des stocks produits par les coopératives semencières agréées, de l'INRAB et de la DPV. A cet effet, des conventions spécifiques/contrats ou demandes de cotation seront élaborées/effectuées. Notons que le dispositif retenu a assigné la Coopérative de Distribution des Intrants et de Commercialisation des Produits Agricoles (Coop/DICPA) de la Fédération des Producteurs (FUPRO) comme structure centrale d'exécution des activités sous la

supervision de la FUPRO et de la PNOPPA.

Conformément aux principes stipulés par le mécanisme autogéré validé, l'UGP a procédé à titre transitoire et exceptionnelle, à l'acquisition auprès de la coopérative semencière de N'dali retenue après sélection, de 538,18 tonnes de semences certifiées de maïs, et 176,80 tonnes de semences certifiées de riz.

En outre, l'UGP a facilité la mise en place desdites semences auprès des Unions Communales de Producteurs des communes concernées pour le compte de la Coopérative de Distribution des Intrants et de Commercialisation des Produits Agricoles (Coop/DICPA) et la supervision de la FUPRO et de la PNOPPA.

Lesdites semences sont livrées en priorité aux producteurs leaders membres des UD et CEP suivant les besoins validés et vendues au comptant aux producteurs membres des groupes de contacts. Les prix de vente desdites semences sont fixés à 375 pour le riz et 350 pour le maïs.

Le point des semences mises par commune se présente comme suit :

Tableau n°3 : Point de la mise en place des semences certifiées par commune

Communes	Semences certifiées de maïs				Semences certifiées de riz
	QPM-FAABA	TZPB	EVDT	TOTAL	IR 841
Karimama	46			46	15,63
Banikoara	44			44	11,4
Gogounou	82			82	5,61
Kalalé	18			18	5,69
N'Dali	0	41,2		41,2	1,8
Tchaourou	0	49,3		49,3	2,25
Glazoué	0		57,7	57,7	124,2
Ouèssè	85		13,23	98,23	4,29
Bantè	50			50	5,93
Stock tampon	51,5	0	0	51,54	26,631
TOTAL	376,5	90,5	70,93	538	203,431

De même, l'UGP a procédé à la mise en place auprès de la CoopDICPA de 10 tonnes de semences de base suivant les besoins des multiplicateurs de semences certifiées répartis comme suit :

Tableau n°4 : Point de la mise en place des semences de base de riz par commune

Communes	REPARTITION DES 10 TONNES DE SEMENCES DE BASE DE RIZ (en Kg)
Karimama	1845
Banikoara	1050
Gogounou	600
Kalalé	600
N'Dali	450
Tchaourou	345
Glazoué	4000
Ouèssè	300
Bantè	810
Total	10 000

4.2.1.6. Sensibiliser sur l'utilisation combinée de l'Engrais et des Semences certifiées

Activités	Indicateur	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Sensibiliser sur l'utilisation combinée de l'Engrais et des Semences certifiées	nombre de séances organisées cible 2017 : 09	Projet de TDR disponible	0%
<p>Commentaires :</p> <p>Cette activité devrait être initialement exécutée par les ex CARDER en relation avec la DPV. En raison de la démobilisation des agents de terrain et de la non signature des conventions, la formation a été reportée ; ce qui justifie le niveau d'exécution enregistré.</p>			

4.2.1.7. Renforcer les capacités des Agents d'Encadrement et semenciers sur les semences

Activités	Indicateur	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Renforcer les capacités des Agents d'Encadrement et semenciers sur les semences	nombre de conseillers et techniciens agricoles formés sur les semences cible 2017 : 54	261 semenciers de riz, de maïs et cultures maraîchères et 06 chefs services en charge du contrôle et de l'appui aux filières des DDAEP sont formés sur les itinéraires	50%

		techniques de production, la gestion des ravageurs et les opérations post récolte	
--	--	---	--

Commentaires :

L'UGP a procédé à l'organisation d'une session de formation avec l'appui de l'INRAB et de la DPV pour l'ensemble des semenciers répertoriés dans la zone d'intervention du projet. Cette formation a porté sur les itinéraires techniques de production, la gestion des ravageurs et les opérations de post-récolte et s'est déroulée en plusieurs étapes ainsi qu'il suit :

- 20 au 22 juin 2017 : formation de 152 semenciers de maïs dont 146 hommes et 6 femmes par département (Glazoué, Parakou et Kandi)
- 27 au 30 juin 2017 : formation de 68 semenciers de riz dont 53 hommes et 13 femmes (Glazoué)
- 27 au 30 juin 2017 : formation de 31 semenciers maraîchers dont 15 hommes et 16 femmes (Dassa)

La formation des agents de terrain s'est faite par les chefs de service des DDAEP ayant pris part à cette formation.

4.2.1.8. Structurer l'organisation des multiplicateurs de semences certifiées

Activités	Indicateur	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Structurer l'organisation des multiplicateurs de semences certifiées	un réseau départemental de producteurs de semences disponible cible 2017 (03)	Liste des semenciers disponible par commune	0%

Commentaires :

Le Projet PAPVIRE-ABC envisage la mise en place des organisations de multiplicateurs de semences certifiées, capables de lever les défis de qualité, de compétitivité et de conquête du marché, dans un contexte de désengagement total de l'Etat. Aucune activité d'envergure n'a été exécutée par la DLROPEA. Des dispositions seront prises pour l'année prochaine.

4.2.1.9. Renforcer l'Inspection au Champ et la Certification

Activités	Indicateur	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Renforcer l'Inspection au Champ et la Certification	09 séances organisées	<ul style="list-style-type: none"> • Des sessions de formation sur les techniques de contrôle et de production de semences ont été organisées au profit des TSPV 	20%

		<ul style="list-style-type: none"> • Une mission de suivi des activités de production de semences pendant la phase de floraison a été organisée 	
--	--	--	--

Commentaires :

Dans le cadre du renforcement de l'inspection au champ et la certification, les agents de contrôle des ex CARDER ont bénéficié de formation au même titre que les multiplicateurs de semences.

En outre, la DPV a organisé une mission de suivi phase floraison des activités de production aux fins de recueillir toutes les contraintes au bon déroulement de la production et de les solutionner à temps.

4.2.1.10. Appuyer la Ferme Semencière d'Alafiarou pour la production de semences de base de maïs

Activités	Indicateur	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Appuyer la Ferme Semencière d'Alafiarou pour la production de semence de base de maïs	Quantité de semences de base produites cible (2017) : 10 tonnes	Un projet de convention entre l'UGP et la DPV est disponible Il a été acquis auprès de l'INRAB une tonne d semences de prébase de maïs au profit de la ferme d'Alafiarou aux fins de livrer aux producteur semenciers, 10 tonnes de semences de base de maïs pour la campagne 2018-2019.	40%

Commentaire :

En attendant la signature de la convention, la DPV a procédé à la livraison de 10 tonnes de semences de base de maïs de diverses variétés (QPM-FAABA, extra précoce, TZPB, EVDT. Lesdites semences de base ont été mises en place auprès de la CoopDICPA chargée de sa mise en place auprès des multiplicateurs de semences certifiées suivant leurs besoins préalablement validés.

En outre, la DPV a organisé des missions spécifiques de suivi de la production de semences de base sur la ferme d'Alafiarou pour le compte de la campagne 2018-2019.

Le tableau de répartition des semences de base par commune se présente comme suit :

Tableau n°5 : Point de la mise en place des semences de base de maïs par commune

Communes	Variétés	semences de base (tonne)
Karimama	Extra précoce	0,79
Banikoara	QPM-FAABA	0,76
Gogounou	QPM-FAABA	1,41
KALALE	QPM-FAABA	0,31
N'dali	TZPB	0,61
Tchaourou	TZPB	0,73
GLAZOUE	EVDT	0,86
OUESSE	QPM-FAABA	1,48
OUESSE	EVDT	0,2
BANTE	QPM-FAABA	0,86
TOTAL		8

4.2.1.11. Appuyer les travaux de recherche/développement

Activités	Indicateur	Période prévisionnelle	éléments de réalisation	Taux de réalisation
Appuyer les travaux de recherche/développement	03 plateformes d'innovation technologique mises en place	Janvier-Décembre	organisation de trois ateliers d'analyse des chaînes de valeurs agricoles des filières riz, maïs et maraichage et d'identification des points d'entrée	60%

Commentaire :

L'UGP a organisé les 21 et 22 février 2017 dans la salle de conférence de la Direction de la Qualité, des Innovations et de la Formation Entrepreneuriale (DQIFE) à Cotonou, un atelier technique de mise en place des Plateformes d'Innovations.

L'atelier a connu la présence effective de dix-huit (18) participants dont une (1) femme, venus des ex CARDER Zou-Collines et Borgou-Alibori, de la Direction de la Production Végétale (DPV), de la Direction de la Qualité, des Innovations et de la Formation Entrepreneuriale (DQIFE), de la Plateforme Nationale des Organisations Paysannes et Producteurs Agricoles (PNOPPA) du Bénin, de l'Institut National des Recherches Agricoles du Bénin (INRAB) et de l'UGP/PAPVIRE-ABC.

Dans le cadre de la mise en place des plateformes d'innovation technologique, la PNOPPA a organisé en collaboration avec les DDAEP, trois ateliers d'analyse des chaînes de valeurs agricoles des filières riz, maïs et maraichage et d'identification des points d'entrée dans les départements d'intervention

du PAPVIRE-ABC. Lesdits ateliers se sont déroulés conformément du 02 au 05 août 2017 à l'hôtel SAKA KINA à Kandi, du 16 au 18 août 2017 à l'hôtel ROYAL SPACE à Parakou, du 29 août au 02 septembre 2017 à JECO Hôtel à Dassa. Les travaux ont regroupé la participation de plusieurs familles (Producteurs/trices, transformateurs/trices, commerçants et commerçantes).

L'équipe de facilitation est composée de (06) participants provenant de la Plateforme Nationale des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles du Bénin (PNOPPA-Bénin), de la Fédération des Unions des Producteurs du Bénin (FUPRO-Bénin), de la Direction de la Qualité, des Innovations, de la Formation Entrepreneuriale (DQIFE) et la Coopérative de Distribution des Intrants et de Commercialisation des Produits Agricoles (CoopDICPA).

De façon globale, les ateliers ont permis d'une part d'améliorer les connaissances des participants notamment sur les chaînes de valeur et plateforme d'innovation et d'identifier 18 CVA prioritaires dans les communes de la zone d'intervention du projet PAPVIRE ABC.

4.2.1.12. Construire des magasins de stockage d'intrants

Activités	Indicateur	Éléments de réalisation	Taux de réalisation
Construire des magasins de stockage d'intrants	Nombre de magasins construits Cible (2017) : 27	<ul style="list-style-type: none"> - Identification et confirmation des sites par les ex CARDER et DGR - Reconnaissance et validation des sites et caractéristiques des magasins d'intrants 	40%

Commentaires :

Il est prévu dans le PTBA 2017, la construction de 27 magasins d'intrants au niveau des coopératives de producteurs. Dans ce cadre, la DGR a procédé au mois de juin 2017 à la caractérisation et à la validation des sites devant abriter les infrastructures initialement sélectionnés par les ex CARDER. Cette mission a permis de retenir un certain nombre de sites propices pour la construction des magasins. Avec la liquidation des ex CARDER, cette activité a été mise en veilleuse.

C'est finalement qu'au cours de la mission organisée du 11 au 15 décembre 2017 par l'UGP en collaboration avec la DGR et les DDAEP, que les caractéristiques et les sites des magasins à construire par commune ont été retenus. Pour l'ensemble, il est fait l'option des magasins de regroupement d'une capacité de 1.000 tonnes. Aussi, de nouveaux sites différents de ceux pré-validés par la DGR, sont introduits de communs accords avec les bénéficiaires et les élus locaux.

Par ailleurs, la plupart des nouveaux sites identifiés ne sont pas encore sécurisés dans les collines et Tchaourou. Les bénéficiaires espèrent produire les actes administratifs de sécurisation au plus tard les 20, 28 et 29 décembre 2017 respectivement à Glazoué, Bantè et Tchaourou.

4.2.1.13. Sensibiliser les producteurs pour un bon usage des Pesticides

Activités	Indicateur	Éléments de réalisation	Taux de réalisation
Sensibiliser les producteurs pour un bon usage des Pesticides	pourcentage des bénéficiaires du projet touchés (2017) : 100	Néant	0%
<p>Commentaires :</p> <p>Cette activité devrait être exécutée dans le cadre de la mise en œuvre des conventions entre la DPV et les CARDER. En raison des perturbations liées aux réformes dans le secteur agricole, l'activité n'a pu être réalisée.</p>			

4.2.1.14. Appuyer la mise en place des intrants agricoles vivriers au profit des producteurs bénéficiaires du projet

Activités	Indicateur	Éléments de réalisation	Taux de réalisation
Appuyer la mise en place des intrants agricoles vivriers au profit des producteurs bénéficiaires du projet	Niveau d'accès des bénéficiaires aux intrants (%) Cible 2017 : 100%	<p>Le mécanisme spécifique d'acquisition et de mise en place des intrants spécifiques au titre de la campagne 2017-2018 et le mécanisme durable autogéré sont validés et disponibles.</p> <p>En outre, 684 litres de fertilisants biologiques, 1370 litres d'insecticides et 15 Kg d'insecticides chimiques sont acquis et mis en place au profit des groupements maraîchers pour la contre saison.</p> <p>Engagement du processus de sélection d'entreprises pour la fourniture d'intrants aux membres du groupe de contact.</p> <p>Acquisition de divers intrants pour cultures vivrières au profit des unités de démonstration et des champs</p>	15,62%

Commentaires :

Sur l'initiative de l'UGP, il a été organisé un atelier technique sur le mécanisme autogéré d'acquisition et de mise en place des intrants spécifiques pour vivriers, du 28 au 30 mars 2017 à JECO HOTEL de Dassa, en présence des cadres de l'UGP, des représentants des ex CARDER, de la CNAB, de la PASCIB, de la DQIFE, de la DPV, de la PNOPPA, de la FUPRO et des représentants des organisations des producteurs des filières concernées.

Cet atelier a permis de valider trois importants documents approuvés avec amendement par la BAD, à savoir :

- le mécanisme spécifique d'acquisition et de mise en place des intrants spécifiques pour riz, maïs et cultures maraîchères au titre de la campagne 2017-2018 ;
- le mécanisme auto géré d'acquisition et de mise en place des intrants spécifiques de qualité au profit des producteurs de riz, maïs et cultures maraîchères;
- les Modèles de contrat type entre les acteurs (individuels et groupements).

Suivant le mécanisme adopté, la Coopérative de Distribution des Intrants et de Commercialisation des Produits Agricoles (Coop/DICPA) de la Fédération des Producteurs (FUPRO) est retenue comme structure centrale d'exécution des activités sous la supervision de la FUPRO et de la PNOPPA. En outre, L'UGP a engagé la procédure à titre transitoire et exceptionnellement à l'acquisition des intrants de qualité pour le compte de la campagne 2017-2018 au profit des bénéficiaires du PAPVIRE-ABC.

4.2.1.15. Installer et former des Artisans-Réparateurs

Activités	Indicateur	Période prévisionnelle	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Installer et former des Artisans-Réparateurs	18 artisans réparateurs formés et installés dans les communes d'intervention du projet	Janvier-Décembre	Les résultats de la mission d'évaluation des besoins en pièces de rechange et des appuis spécifiques d'installation des artisans réparateurs sont disponibles	40%

Commentaires :

Dans le cadre de l'appui au développement de la mécanisation dans la zone d'intervention du projet, il est essentiellement question pour le projet d'assurer la durabilité du service de labours motorisés conformément au document de projet. Pour ce faire, il est prévu la formation et l'installation des artisans réparateurs et la facilitation de l'approvisionnement en pièces de rechanges.

Dans ce cadre, l'UGP a organisé avec l'appui technique de la DGR, une session de formation à l'attention des artisans réparateurs et les agents d'encadrements sur les techniques de diagnostic

des pannes, dépannages, démontage et montage des tracteurs ». Cette session de formation s'est déroulée du mardi 27 au jeudi 29 juin 2017 à l'hôtel SERO KORA III de Parakou au profit de 33 participants dont 09 Techniciens Spécialistes en Aménagement et Equipement Rural (TSAER); 18 artisans réparateurs des communes d'intervention du projet et 02 Chefs Division Réglementation, Contrôle des Aménagements et Equipement Rural du Borgou et de l'Alibori,

En outre, la DGR a organisé du 23 au 30 juillet 2017 dans les communes d'intervention du PAPVIRE-ABC une mission d'évaluation des besoins en pièces de rechange et des appuis spécifiques d'installation des artisans réparateurs.

La démarche méthodologique a consisté en : (i) présentation des actions prévues par le projet, (ii) échanges avec les ex RDR et son staff (expériences et démarches en matière d'installation des artisans réparateurs), (iii) organisation d'une séance de travail avec les tractoristes et artisans réparateurs formés (entretien + remplissage de questionnaires-évaluation des besoins) et (iv) visites des lieux d'installation des artisans réparateurs.

A l'issue de la mission, les principaux résultats obtenus se présentent comme suit :

- les besoins en pièces de rechanges (becs injecteurs, pompe injecteur, roulement volant, contacteur, pompe hydraulique, roulement de la pompe, pompe hydraulique, pompe à eau, joint, câble de connexion, charbon alternateur) sont évalués ;
- les appuis spécifiques des artisans réparateurs et des tractoristes sont répertoriés par commune et par catégorie (caisse à outils complète, clé à griffe, démonte filtre, aspirateur, pot de graisse, étau de serrage, huile vérin, etc.) ;
- les conditions d'exercice d'activités/métiers des artisans réparateurs formés sont analysées ;
- les expériences d'installation des artisans réparateurs dans les communes d'intervention sont analysées ;
- une démarche globale d'installation des artisans réparateurs est définie pour le PAPVIRE-ABC.

4.2.1.16. former 27 tractoristes dans les communes d'intervention du PAPVIRE-ABC

Activités	Indicateur	Période prévisionnelle	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Former des tractoristes	27 tractoristes formés dans les communes d'intervention du projet	Janvier-Décembre	09 Techniciens Spécialisés en Aménagement et Equipement Rural (TSAER) et 50 tractoristes des communes d'intervention du projet sont formés	100%

Commentaires :

Le Projet d'Appui à la Production Vivrière et de Renforcement de la Résilience dans les départements de l'Alibori, Borgou et des Collines (PAPVIRE-ABC) a organisé à l'encontre des tractoristes et des agents d'encadrement, un atelier de formation sur le thème «formation des tractoristes en technique

de labour, de réglage des outils et de maintenance préventive ».

Cette session de formation s'est déroulée du mercredi 07 au vendredi 09 juin 2017 à l'hôtel les Ambassadeurs de GLAZOUE.

Cet atelier a réuni 63 participants dont 09 Techniciens Spécialisés en Aménagement et Equipement Rural (TSAER); 50 tractoristes des communes d'intervention du projet, 04 formateurs et le point focal PAPVIRE du département des collines et de la commune de Tchaourou .de réglage des outils et de maintenance préventive ».

A l'issue de cet atelier, les principaux résultats obtenus se présentent comme suit :

- les tractoristes ont actualisé leur connaissance sur les caractéristiques et les types de tracteurs par filière,
- les tractoristes se sont approprié les techniques de conduite d'un tracteur et l'utilisation du matériel associé, les outils de travail du sol (technique de labour) et les techniques avancées de maintenance courante dans un souci de développement durable.

4.2.2. Résultat B.2. Les capacités des parties prenantes sont renforcées

4.2.2.1. Organiser les OP des filières maïs, riz et maraîchage et leurs faîtières avec une attention spécifique aux OP féminines

Activités	Indicateur	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
organiser les OP des filières maïs, riz et maraîchage et leurs faîtières avec une attention spécifique aux OP féminines	nombre d'OP touchées (H/F) cible 2017 (175)	Un rapport de diagnostic organisationnel des OP par filière et par commune d'intervention validé disponible assorti d'un plan d'actions d'appui.	40%

Commentaires :

Dans le cadre du renforcement des capacités, le projet, grâce à l'appui technique de la DLROPEA et en liaison avec la PNOPPA, appuiera l'immatriculation et la mise en conformité des OP/faîtières avec l'acte uniforme l'OHADA ainsi que la structuration des OP en unions communales et départementales. Faisant suite à la mission de diagnostic organisationnel des OP par filière et par commune, un atelier technique de validation du rapport de diagnostic organisationnel des OP par filière et par commune d'intervention du projet et des propositions de renforcement des OP a été organisée les 08 et 09 août 2017 à l'hôtel JECO de Dassa. Ledit atelier a connu la participation des Unions Communales des Producteurs, des représentants des DDAEP, de quelques personnes ressources et des cadres de l'UGP.

Globalement la situation des OP se présente comme suit :

- au niveau de la filière riz, 83 OP ont été dénombrées dans les trois communes des Collines (dont 72 enregistrées) ; 53 OP ont été dénombrées dans les trois communes du Borgou (dont 10 enregistrées dans Tchaurou) et 95 OP dont 17 enregistrées dans les trois communes de l'Alibori ;
- au niveau de la filière maïs : 15 OP dont 4 enregistrées dans les trois communes des Collines ; 53 OP dont 40 enregistrées ont été dénombrées dans les trois communes du Borgou et 61 OP dont 4 enregistrées dans les trois communes de l'Alibori ;
- au niveau de la filière maraîchage : 35 OP dont 4 enregistrées ont été dénombrées dans les trois communes des Collines ; 36 OP dont 8 enregistrées ont été dénombrées dans les trois communes du Borgou et 69 OP dont 8 enregistrées dans les trois communes de l'Alibori ;

La plupart des OP dénombrées sont dans le maillon production, quelques-unes seulement sont dans la transformation (et ce, particulièrement pour le riz et rarement pour le maïs dans les collines).

Les besoins en appuis énumérés par les OP se résument pour les trois filières en :

- renforcement des capacités sur les itinéraires techniques de production, les techniques de transformation et sur la gestion administrative et financière ;
- recherche de financement, crédits intrants ;
- infrastructures, équipements et matériels de travail (construction de magasins, clôture, aménagement total, système d'irrigation, tracteurs, bâche, etc.)
- appui en structuration /organisation des mailons transformation et commercialisation.

En résumé, on peut retenir de ce tableau les points essentiels ci-après :

Les potentialités existant dans les localités dans l'ensemble des communes sont :

- la disponibilité de terres cultivables et de bas-fonds appropriés aux cultures maraîchères, maïs et riz ;
- la disponibilité des producteurs prêts à produire si les conditions sont réunies ;
- L'existence des OP et d'Unions Communales au niveau de toutes les filières maïs avec quelques particularités par endroits.

Les principales faiblesses sont notées au niveau de :

- La structuration / organisation des acteurs : non libération des parts sociales, manque de textes statutaires, non organisation de la commercialisation,
- ;la mise en place à temps des intrants : l'accès limité aux intrants spécifiques ;
- L'insuffisance de matériels adéquats de production, d'infrastructures adéquates et de marchés d'écoulement ;
- l'accès limité aux financements des activités agricoles.

4.2.2.2. Apporter un appui matériel aux ex CARDER Borgou/Alibori et Zou/Collines, à la DPP/MAEP, à la PASCIB et à la PNOPPA

Activités	Indicateur	Eléments de réalisation	Taux de réalisation

Apporter un appui matériel aux ex CARDER Borgou/Alibori et Zou/Collines, à la DPP/MAEP, à la PASCIB et à la PNOPPA	03 Véhicules, 75 Ordinateurs acquis, 14 motocyclettes réceptionnés	La livraison des ordinateurs est effective La livraison des véhicules est attendue	60%
--	--	---	-----

Commentaires :

Le deuxième trimestre a permis de finaliser le processus de sélection des fournisseurs pour la livraison des matériels et équipements au profit de l'UGP et des parties prenantes. Les contrats étant signés, les réceptions sont programmées pour le mois de septembre au plus tard..

4.2.2.3. Assurer la mise à niveau des Organisations Professionnelles, des Agents de terrain et des cadres du MAEP sur les résultats, l'approche chaîne de valeur, l'approche genre, les changements climatiques et la résilience, les mécanismes d'accès au marché et les normes et qualités des produits agricoles, etc.

Activités	Indicateur	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Assurer la mise à niveau des Organisations Professionnelles, des Agents de terrain et des cadres du MAEP sur les résultats, l'approche chaîne de valeur, l'approche genre, les changements climatiques et la résilience, les mécanismes d'accès au marché et les normes et qualités des produits agricoles, etc.	Nombre de cadres du MAEP et de membres d'organisations d'acteurs non étatiques formés et informés (H/F)	Les TDR validés sont disponibles	20%

Commentaires :

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, il est prévu de renforcer les capacités de certains cadres du MAEP et agents de terrain dans des domaines nécessaires pour mieux jouer leurs rôles régaliens de pilotage du projet. Les domaines ciblés sont notamment la gestion axée sur les résultats, à l'approche chaîne de valeur, au genre, aux mécanismes d'accès au marché, aux normes et qualité des produits, etc. Les TDR y afférents sont finalisés mais avec la mobilité des agents l'UGP n'a pas exécuté le planning initialement établi.

4.2.2.4. Renforcer le suivi des autres parties prenantes

Activités	Indicateur	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Renforcer le suivi des autres parties prenantes	Nombre de cadres du MAEP et de membres d'organisations d'acteurs non étatiques formés et informés (H/F)	Le rapport de suivi des préparatifs de la campagne 2017-2018 et du rapport de prise en compte de l'aspect de genre sont disponibles Le rapport de la veille citoyenne disponible	60%

Commentaires :

Dans le but d'assurer l'efficacité des interventions du PAPVIRE-ABC, la DPP a, à travers la Cellule de Suivi-Evaluation, a organisé du 04 au 10 juin 2017 une mission de suivi de l'avancement de la campagne agricole 2017-2018.

A l'issue de la visite de terrain et suivant le contenu du rapport, il ressort que les prévisions de réalisation du PAPVIRE-ABC n'ont pas été atteintes. Les actions du projet qui ont été constatées sont relatives aux formations et la mise en place de semences de produits maraîchers, de pesticides et bio fertilisants. Mais ces intrants ont été mis en place en retard ce qui a fait que pour certain producteurs, seulement une petite quantité des semences ont été utilisée. Pour d'autres, l'utilisation des semences a été reportée pour la campagne prochaine. Au niveau de certain site la non mise en place des bio pesticides a fait que les pépinières mises en place et les plantules transplantés de la pépinière ont subi l'attaque des parasites. Ce retard a également négativement impacté la mise en place des CEP et UD sur le riz et le maïs.

Par rapport aux prévisions, les interventions du projet n'ont pas été menées en temps utiles et de façon continue. Toutes les dispositions doivent être prises pour que les actions préparatoires pour une bonne exécution de la deuxième saison avec les intrants du projet soient menées.

En outre, le Noyau genre de la DPP a effectué du 21 au 28 mai 2017 une mission de suivi externe sur la prise en compte de l'aspect genre dans les 09 communes d'intervention.

- **RB.2. Les capacités des parties prenantes sont renforcées**

4.2.2.5. Organiser les OP des filières maïs, riz et maraîchage et leurs faîtières avec une attention spécifique aux OP féminines

Activités	Indicateur	Période prévisionnelle	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
organiser les OP des filières maïs, riz et maraîchage et leurs faîtières avec une attention spécifique aux OP féminines	nombre d'OP touchées (H/F) cible 2017 (175)	Juin 2017	Organisation d'un atelier technique de validation du rapport de diagnostic organisationnel des OP par filière et par commune d'intervention	30%

Commentaires : Faisant suite à la mission de diagnostic organisationnel des OP par filière et par commune d'intervention réalisée du 16 au 22 mai 2017, un atelier technique de validation du rapport de diagnostic organisationnel des OP par filière et par commune d'intervention du projet et des propositions de renforcement des OP a été organisée les 08 et 09 août 2017 à l'hôtel JECO de Dassa. Ledit atelier a connu la participation des Unions Communales des Producteurs, des représentants des DDAEP, de quelques personnes ressources et des cadres de l'UGP. Le faible niveau d'exécution des activités s'explique par la liquidation des ex CARDER, maîtres d'œuvre du projet.

4.2.2.6. Apporter un appui matériel aux ex CARDER Borgou/Alibori et Zou/Collines, à la DPP/MAEP, à la PASCIB et à la PNOPPA

Activités	Indicateur	Période prévisionnelle	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Apporter un appui matériel aux ex CARDER Borgou/Alibori et Zou/Collines, à la DPP/MAEP, à la PASCIB et à la PNOPPA	03 Véhicules, 75 Ordinateurs acquis, 14 motocyclettes réceptionnés	Janvier-Juillet 2017	La livraison des ordinateurs a été effectuée Le contrat de fourniture des véhicules avec la société concessionnaire adjudicataire est signé par le MEF	60%

Commentaires : Le troisième trimestre a permis de finaliser le processus de sélection des fournisseurs pour la livraison des matériels et équipements au profit de l'UGP et des parties prenantes. La livraison de véhicules est attendue à ce jour.

- **RB.3. Les chaînes de valeurs des filières maïs, riz, maraîchage et poisson sont promues**

4.2.2.7. Acquérir les équipements spécifiques au profit des bénéficiaires du projet

Activités	Indicateur	Période prévisionnelle	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Acquérir les équipements spécifiques au profit des bénéficiaires du projet	Lot de 70 bâches, 15 batteuses, 15 égreneuses, 45 équipements d'étuvage du riz et 10 petits équipements de transformation maraichère réceptionnés	Janvier-Septembre 2017	PV de validation des spécifications techniques disponibles	20%

Commentaire : Dans le cadre de la mise en œuvre du PTBA 2017, il est prévu l'acquisition et la mise en place des équipements post récolte au profit des coopératives et des groupements d'intérêt économiques autour des jeunes. Cette activité est prévue au titre de la sous composante B3 relative à la promotion des chaînes de valeur du riz, du maïs et des cultures maraîchères. De façon spécifique, il est question d'acquérir 70 bâches, 15 batteuses, 15 égreneuses, 45 équipements d'étuvage du riz et 10 petits équipements de transformation maraichère.

Pour ce faire, un atelier technique de sélection des matériels et équipements post récolte s'est tenu en présence des acteurs des filières impliquées sur la base des résultats de la mission de l'état des lieux de la mécanisation dans les communes de concentration du projet et du catalogue réalisé par l'INRAB. Ont pris part à la séance, les organisations de producteurs (FUPRO-Bénin et PNOPPA-Bénin), les transformatrices, la COBEMAG et des structures étatiques telles que l'INRAB, la DGR et la DQIFE. Cet atelier a permis non seulement de procéder à la sélection desdits matériels mais également de définir leurs caractéristiques techniques en vue de faciliter le montage des dossiers.

4.2.2.8. Promouvoir des modèles de clusters agricoles de type ESOP dans la zone du projet pour l'organisation des ventes

Activités	Indicateur	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Promouvoir des modèles de clusters agricoles de type ESOP dans la zone du projet pour l'organisation des ventes	3 ESOP dont une pour oignon et autres légumes dans l'Alibori et 2 de riz mises en place	Elaboration des TDR pour la sélection de partenaire stratégique Visite des ESOP de Kandi	20%

Commentaires :

Au titre de l'année 2017, il est prévu la création de trois Entreprises de Service et Organisations Paysannes (ESOP) dans les communes d'interventions du Projet (Sous-composante B3, action iii), dont deux ESOP de riz. Dans ce cadre, l'UGP a organisé le 28 juillet 2017 à Cotonou une séance de travail avec les structures techniques et institutions (PNOPPA, DLROPEA, PNOPPA, FUPRO) en vue de la définition des critères d'identification des partenaires stratégiques pour la facilitation de la mise en place des ESOP, En outre, une délégation de l'UGP a effectué une visite de travail à l'ESOP de riz de la commune de Kandi le lundi, 11 septembre 2017. Cette délégation était composée du Coordonnateur

du Projet et du Point Focal Borgou-Alibori.

Cette visite a permis d'améliorer la compréhension du modèle ESOP par l'UGP et de disposer de pistes de réflexions pertinentes en vue du choix des communes qui abriteront les deux ESOP de riz et de la démarche à suivre pour la création desdites ESOP. Par ailleurs, les difficultés recensées au niveau de l'ESOP de riz de Kandi pourront être analysées en profondeur pour améliorer le modèle d'ESOP de riz à développer dans le cadre de la mise en œuvre du PAPVIRE-ABC.

• **RB.4. L'entrepreneuriat agricole et l'employabilité des jeunes et des femmes sont promus**

4.2.2.9. Installer/Former les jeunes et femmes

Activités	Indicateur	Période prévisionnelle	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
former les jeunes et femmes en montage et gestion de microprojets	180 jeunes formés (H/F) cible (2017) : 120/60	Janvier-Septembre 2017	Une première vague de 143 jeunes formés aux centres CPEA de Zagnanado et Kétou et au CPETAKI	80%

Commentaires :

Dans le cadre de la mise en œuvre du volet entrepreneuriat agricole (sous composante 4 de la composante B), il est prévu en 2017 la réalisation de deux types de formation au profit des jeunes sélectionnés pour bénéficier des appuis du PAPVIRE-ABC. Ainsi, une première vague de 120 jeunes devrait séjourner pendant trois mois au niveau des Centres de Promotion de l'Entrepreneuriat Agricole de Zagnanado et de Kétou et l'autre vague concerne un effectif de 65 jeunes pour une durée de trois semaines dans le Collège Privé d'Enseignement Technique Agricole KOBERSIDE INTERNATIONAL(CPETAKI) de Kpomassè.

Pour l'exécution de ces formations, l'UGP conformément au rapport d'évaluation a conclu une convention de partenariat avec le Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable (CePED) en charge de la gestion des CPEA et le CPETAKI. Les sessions de formation ont démarré respectivement les 24 juillet 2017 aux centres CPEA de Zagnanado et de Kétou et le 02 Août 2017 au Centre CPEATKI.

Ces formations ont été plus pratiques que théoriques et ont donné la chance aux jeunes stagiaires de passer en revue ou d'actualiser les connaissances managériales des filières agricoles, les techniques de production et la gestion d'une exploitation.

Au 31 décembre 2017, les actions réalisées sont :

- 59 jeunes formés dont 12 femmes au Collège Privé d'Enseignement Technique Agricole KOBERSIDE INTERNATIONAL(CPETAKI) et libérés
- 84 jeunes en formation dans les centres PPEA/SONGHAÏ dont 05 femmes.
- 185 jeunes déjà installés sur des sites publics que le projet a retenu d'appuyer à travers des aménagements et des réalisations d'infrastructures déjà identifiés sur les sites d'Atoligbé et de Bobè (dans la commune de Bantè), de Ouogui (dans la commune de Savè et de Kpassa (dans la commune de Txchaourou). Il est prévu sur ces sites d'aménager 20 ha pour le maraîchage, de mettre en place 03 magasin de 500 tonnes, 04 tracteurs de 70 chevaux et de réaliser 09 forages pour l'irrigation des périmètres maraîchers.

Ainsi, à ce jour, le projet appuie au total 328 jeunes dont 58 femmes. Des efforts restent à

consentir pour renforcer l'implication des femmes

Par ailleurs, il a été organisé du 18 au 23 décembre 2017 une mission aux fins d'apprécier les conditions d'exercice des activités par les jeunes déjà installés pour leur propre compte et la disponibilité des sites retenus par la commune pour l'installation des jeunes en groupements.

4.2.3. Résultat B.5. L'état nutritionnel des populations de la zone du projet s'est amélioré

4.2.3.1. Elaborer la Table de composition nutritionnelle des Aliments

Activités	Indicateur	Période prévisionnelle	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Elaborer de la Table de composition nutritionnelle des Aliments	Document validé disponible	Mars-Août 2017	Projet de table de composition des aliments disponible	75%

Commentaires :

Dans le cadre de l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, il est prévu avec l'appui technique de la DANA et en collaboration avec la DSME et les ex CARDER, l'élaboration de la table de composition des aliments (contenant les précisions sur la valeur nutritionnelle des différents aliments et diversification alimentaire pour l'amélioration de la qualité nutritionnelle surtout chez les couches les plus vulnérables dans les ménages (enfants de 0 à 5 ans et femmes en âge de procréer).

Pour y parvenir, il est mis en place un comité technique d'élaboration composé des cadres de la DANA, des ex CARDER (DDA, TSANA, C/SASSAN) et de l'UGP. Dans le cadre de l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la DANA, en collaboration avec la DSME et les ex CARDER, a procédé du 26 au 29 juillet 2017a procédé à la collecte des aliments identifiés dans les trois départements suivie d'envoi des échantillons au laboratoire national accrédité (LCSSA). Les diligences sont prises par l'UGP pour le paiement de la facture d'analyse des aliments et la tenue de l'atelier de validation.

4.2.3.2. Appuyer l'Elaboration de la Politique Nat. de Sécurité Alimentaire

Activités	Indicateur	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Appuyer l'Elaboration de la Politique Nat. de Sécurité Alimentaire	Document validé disponible	Contrat signé avec le consultant disponible	100%
Commentaires : Dans le cadre de l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'UGP a prévu d'appuyer l'ABSSA pour l'élaboration de la politique nationale de sécurité alimentaire qui doit servir de boussole aux différentes actions à engager. Le processus d'élaboration dudit document engage plusieurs acteurs (MAEP, MICPME, ANE) et partenaires (UE, IDA) dont le PAPVIRE-ABC. A cet effet, il est retenu que le PAPVIRE-ABC puisse recruter pour le compte de l'ABSSA un consultant expert en planification pour appuyer l'équipe d'experts à recruter par AIMEP. Cette activité a été exécutée avec diligence.			

4.3. Composante C : Gestion du projet

Cette composante vise à mobiliser les ressources matérielles, humaines et financières pour l'atteinte des objectifs assignés au projet à travers : (i) une meilleure coordination des activités du projet, (ii) la gestion administrative, comptable et financière efficiente, (iii) l'acquisition des biens, travaux et services dans les délais, (iv) l'établissement d'une situation de référence pour disposer d'une base fiable pour apprécier les progrès réalisés, (v) la mise en place d'un plan de communication et de suivi-évaluation.

4.3.1. Résultat C.1.: La Coordination des activités du projet est assurée

4.3.1.1. Elaborer le manuel de procédures de gestion administrative, financière et comptable et du système de gestion informatisée du projet

Activités	Indicateur	Période prévisionnelle	Eléments de Réalisation	Taux de réalisation
Elaborer le manuel de procédures de gestion administrative, financière et comptable et du système de gestion informatisée du projet	Le manuel de procédures du projet validé et un logiciel disponible	Janvier-Décembre	Le projet de manuel de procédures disponible Les travaux de conception du logiciel en cours	60%
Commentaires : Il est prévue au PTBA 2017 l'élaboration par un cabinet spécialisé du manuel de procédures de gestion administrative, financière et comptable et la mise en place d'un système comptable intégré paramétré dans le respect des règles de gestion et des dispositions de la BAD pour l'élaboration des états financiers				

annuels et la production à chaque fin trimestre des rapports de suivi financier (RSF).

Les travaux du consultant ont démarré fin juillet avec l'UGP avec la réunion de cadrage et les entretiens avec tous les membres de l'UGP. Au 31 décembre 2017, le projet de manuel de procédures est disponible et transmis à l'UGP pour amendement. Parallèlement, le paramétrage du logiciel est en cours de finalisation pour l'enregistrement des différentes opérations et transactions financières effectuées par l'UGP au cours des exercices 2016 et 2017. Il est prévu que le logiciel soit disponible au plus tard le 31 janvier 2018.

4.3.1.2. Exécuter le budget annuel

Activités	Indicateur	Réalisation	Taux de réalisation
Exécuter le budget annuel	Rapports financiers mensuels, trimestriels et annuels validés	Elaboration des rapports trimestriels et annuels de suivi financier	75%

Commentaires :

Au cours de la période de janvier à décembre 2017, les principales activités exécutées se présentent ainsi qu'il suit :

- Elaboration et validation du rapport annuel 2016 et des rapports trimestriels de suivi financier au titre de l'année 2017,
- Mise en place d'un dispositif spécifique pour le suivi de l'exécution financière de toutes les tâches
- Suivi de l'exécution des recommandations de la mission de supervision et de l'IGM
- Justification des dépenses et préparatifs de renouvellement des fonds de roulement

4.3.1.3. Assurer la gestion des conventions avec les structures partenaires

Activités	Indicateur	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Assurer la gestion des conventions avec les structures partenaires	100% des ressources décaissées suivant les PTBA	Les projets de convention sont élaborés et disponibles Les ressources sont décaissées sur la base des TDR soumis à l'UGP, par cette dernière	65 %

Commentaires : Au titre du troisième trimestre de l'année 2017, l'UGP a poursuivi l'exécution des activités de concert avec l'ensemble des parties prenantes sur la base des échanges et la validation des TDR en raison de l'absence d'une convention formelle entre l'UGP et les autres structures techniques (PNOPPA, DSME, DQIFE, DANA, DLROPEA et DPV). Cependant, les autres partenaires stratégiques notamment la DGR, la PASCiB et l'ABE ont poursuivi les

activités sur la base de leurs conventions respectives. Entre autre une prise de contact a été organisée avec l'AGETUR pour la possibilité d'une mise en place de convention avec l'UGP.

4.3.2. Résultat C.2.: Le système de suivi-évaluation du projet est performant

4.3.2.1. Concevoir et mettre en place un système de suivi-évaluation informatisé du projet

Activités	Indicateur	Période prévisionnelle	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Concevoir et mettre en place un système de suivi-évaluation informatisé du projet	1 cahier d'opérationnalisation des indicateurs, 1 manuel de suivi-évaluation, 1 base de données de suivi validé	Mars-Décembre	Le rapport de dépouillement des offres financières est en cours de validation par la Direction nationale de contrôle des marchés publics	20%

Commentaires :

Pour la mise en place d'un système informatisé de suivi-évaluation du projet, l'UGP a sollicité l'appui d'un cabinet d'étude spécialisé. Pour ce faire, un avis à manifestation d'intérêt a été lancé à l'issue duquel 04 cabinets ont participé à la Demande de Proposition. Le dépouillement des offres techniques a été réalisé le 18 juillet 2017. Ensuite, le processus a repris au mois de septembre après l'ANO de la BAD et devra aboutir en janvier 2018 à la signature des contrats.

4.3.2.2. Assurer la tenue des sessions du COP et des réunions mensuelles de l'UGP

Activités	Indicateur	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Assurer la tenue des sessions du COP et des réunions mensuelles de l'UGP	Nombre de sessions du COP et réunions mensuelles organisées (cible 2017) : 14	10 réunions mensuelles sont tenues Deux sessions de COP sont organisées Une mission de supervision est tenue	86%

Commentaires :

Au cours de l'année 2017, l'UGP a régulièrement tenu les réunions mensuelles. En outre, une équipe d'experts de la Banque Africaine de Développement (BAD), a séjourné au Bénin du 13 au 27 septembre 2017 pour procéder à la revue de performance du

portefeuille des projets agricoles. Les projets concernés étaient notamment le Projet d'Appui aux Filières Lait et Viande (PAFILAV), le Projet d'Appui aux Infrastructures Agricoles dans la Vallée de l'Ouémé (PAIA-VO) et le Projet d'Appui à la Production Vivrière et de renforcement de la Résilience dans les départements de l'Alibori, du Borgou et des Collines (PAPVIRE-ABC).

Ladite mission était composée de Messieurs Eklou ATTIOGBEVI-SOMADO, Agronome Principal, Task Manager et Chef de Mission, Pierre C. OUEDRAOGO, Chargé Supérieur des Acquisitions et de Madame DIALLO Fatoumata Bintou DIALLO, Chargée de Projet et Spécialiste en infrastructures.

Au terme de la mission, 08 recommandations fortes assorties de 25 tâches ont été formulées à l'endroit de l'UGP du PAPVIRE-ABC. Le point de mise en œuvre desdites recommandations affiche que 16 tâches ont été entièrement exécutées (64%), 02 tâches sont en cours d'exécution (8%) et 07 tâches n'ont pas connu un début d'exécution (Cf. détails en annexe). Les tâches non encore exécutées concernent globalement le recrutement de l'auditeur interne et la validation de diverses conventions avec l'AGETUR et les structures techniques du MAEP.

Enfin, deux sessions du Comité d'Orientation et de Pilotage ont été organisées pour l'adoption des PTBA 2017 et 2018.

4.3.2.3. Opérationnaliser le plan de travail et budget annuels 2017 du projet

Activités	Indicateur	Eléments de réalisation	Taux de réalisation
Opérationnaliser le plan de travail et budget annuels 2017 du projet	PTBA 2017 validé et opérationnalisé	Le PTBA a été opérationnalisé par composante et structures partenaires	

Commentaires :

Au titre de l'année 2017, les principales tâches exécutées dans le cadre de l'opérationnalisation et l'appropriation des activités prévues se résument ainsi qu'il suit :

- ❖ organisation des séances de travail avec les structures techniques pour l'élaboration des plans trimestriels d'activités ;
- ❖ élaboration de 3 plans d'opérations mensuels ;
- ❖ élaboration et transmission d'informations à la DPP et autres organes ;
- ❖ échanges et discussions avec les structures techniques.

4.3.2.4. Elaborer les rapports d'activités et points d'exécution

Activités	Indicateur	Éléments de réalisation	Taux de réalisation
Elaborer les rapports d'activités et points d'exécution	Nombre de rapport annuel et de rapports trimestriels disponibles cible 2017 : 04	Rapport d'activités du troisième trimestre en cours	100%
<p>Commentaires :</p> <p>Dans le but de rendre compte de l'utilisation des ressources humaines, matérielles et financières et d'assurer la traçabilité de toutes les opérations, l'UGP élabore les rapports périodiques d'activités.</p>			

4.3.2.5. Elaboration du plan de communication du PAPVIRE-ABC

Activités	Indicateur	Éléments de réalisation	Taux de réalisation
Elaboration du plan de communication du PAPVIRE-ABC	1 Plan de communication validé disponible	Le plan de communication du PAPVIRE-ABC a été validé le 14 juillet	100%
<p>Commentaires :</p> <p>Conformément aux orientations du projet, l'UGP a sollicité l'appui d'un consultant métier pour l'élaboration du plan de communication du projet dans une démarche participative et inclusive avec le point focal communication du MAEP, les structures partenaires et les bénéficiaires. Ledit plan a fait l'objet de validation au cours d'un atelier technique organisé le 14 juillet 2017 dans la salle de conférence du MAEP. La mise en œuvre dudit plan permettra de donner une meilleure visibilité et lisibilité aux interventions.</p>			

4.4. Point d'exécution financière du projet au 31 décembre 2017

4.4.1. Point des ressources mobilisées

A la date du 31 décembre 2017, quatre (04) décaissements ont été réalisés par paiement direct pour un montant total de 68.530.269 FCFA décaissement n'est obtenu au profit du Projet pour le compte de l'exercice 2017. La demande de reconstitution du compte spécial envoyée à la BAD n'a pas pu être décaissée par GAFSP avant cette date. Les dépenses payables sur le fonds de roulement continuent de se réaliser sur le compte spécial du projet dont le solde au 31 décembre 2017 est de 165.079.231 FCFA.

Le montant demandé pour la reconstitution du compte spécial ne pourra être reçu qu'en janvier 2018.

4.4.2. Point d'exécution financière par composante

Au titre de l'année 2017, les dépenses effectuées au 31 décembre base décaissement s'élèvent à 1.473.180.000 FCFA, soit un taux d'exécution financière de 26,25% en rapport au budget prévu. Les engagements à cette date se chiffrent à 749 204 405 FCFA, conduisant à un taux d'exécution financière global de 39,86%.

La situation d'exécution du PTBA 2017 par composante se présente comme suit :

Tableau n°4 : Point d'exécution financière du PTBA 2017 au 31 décembre 2017

Libellés	Prévisions par source de financement PTBA 2017			Point d'exécution du PTBA 2017 par source de financement et composante		
	Montants	GAFSP	GVT BEN	GAFSP	GVT BEN	Total
A : APPUI AUX INFRASTRUCTURES AGRICOLES	895,92	895,92	0	34,00	-	34,00
B : DEVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLES	2 932,35	2 268,85	663,5	886,71	145,33	1 032,04
C : GESTION DU PROJET	1 746,49	1606,49	140	407,14	-	407,14
MONTANT TOTAL	5 574,76	4771,26	803,5	1 327,85	145,33	1473,18
Proportion en %	100%	85,59%	14,41%	27,83%	18,09%	26,25%

La situation cumulée des engagements au 31 décembre 2017 se présente comme suit :

Tableau n°5 : Point des engagements cumulés par composante depuis le démarrage

Libellés	POINT D'EXECUTION CUMULEE AU 31 Décembre 2017					
	Accord de financement	Dépenses Cumulées au 31 décembre 2017	Taux de réalisation (décaissement) (%)	MONTANT TOTAL ENGAGE (Contrat)	MONTANT TOTAL EXECUTION	Taux de réalisation Base engagement (%)
A : APPUI AUX INFRASTRUCTURES AGRICOLES	6 967	34,00	0,49%	150,00	184,00	2,64%
B : DEVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLES	6 838	1 032,04	15,09%	339,10	1 371,14	20,05%
C : GESTION DU PROJET	2 105	407,14	19,34%	260,10	667,24	31,70%
MONTANT TOTAL	15 910	1 473,18	8,47%	749,20	2 222,38	13,97%

4.5. Point des acquisitions au 31 décembre 2017

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités prévues au PTBA 2017, un PPM a été élaboré et transmis à la BAD le 1er février 2017 pour ANO. Il couvre la période allant du 1er janvier 2017 au 30 juin 2018 (18mois).

Les différents dossiers de passation ont été conduits selon les cas soit en application des règles et procédures de la banque soit en application des procédures nationales. Les structures nationales de contrôle des marchés publics (DNCMP, CCMP/MAEP) se sont particulièrement illustrées à travers la célérité dans le traitement des dossiers.

Au 31 décembre 2017, (47) marchés sur les (53) prévus ont été mis en œuvre soit un taux de mise en œuvre d'environ 88% du PPM 2017. Parmi les dossiers lancés certains sont déjà signés d'autres sont en cours de signature. **Le montant total des engagements pris par le projet au 31 décembre 2017 est de 3.234.936.572 FCFA soit un taux d'engagement de 25,49%**

4.6. Principales difficultés de mise en œuvre et approche de solution

Les principales contraintes de mise en œuvre et les solutions envisagées se résument ainsi qu'il suit :

Difficultés majeures	Approches de solutions
Le démarrage du processus de mise en œuvre des réformes au niveau du secteur agricole a entraîné la suspension des conventions avec les ex-CARDER et du processus de signature de convention avec les autres structures partenaires visées dans le rapport d'évaluation et la fermeture des autres structures techniques (ONASA, ADMA, CAIA, APAH) en charge de la mise en œuvre de certains volets spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Mettre en place un mécanisme transitoire pour permettre à l'UGP/PAPVIRE-ABC de poursuivre les activités du projet dévolues aux structures liquidées en attendant les résultats de l'évaluation institutionnelle des nouvelles structures du MAEP appelées à prendre la relève ; ❖ Procéder au recrutement de prestataires suivant les règles et procédures de la BAD pour une durée de 3 mois, renouvelable sur une base concurrentielle; ❖ procéder à l'établissement et à la signature du Procès-Verbal de résiliation formelle des conventions entre l'UGP et les ex CARDER liquidées en indiquant les soldes de décaissement reversés.
L'inexistence de manuel de procédures sur la gestion administrative, financière et comptable	L'élaboration du manuel de procédures
Retard dans la formation de l'UGP par les experts de la BAD sur les procédures de la BAD en matière de gestion financière et de passation de marchés	La formation du personnel du projet par une équipe d'experts sur les procédures de gestion financière et de passation des marchés de la BAD a été réalisée du 25 au 30 octobre 2017;

Difficultés majeures	Approches de solutions
Non régularité des missions d'audit par l'IGM	engager le processus de recrutement d'un auditeur interne au sein de l'Unité de Gestion du Projet, conformément aux dispositions de la liste des biens et services, avant le 31 décembre 2017

4.7. Perspectives

L'année 2018 permettra de concrétiser ou d'engager la plupart des investissements structurants prévus en matière d'installation des jeunes et femmes entrepreneurs agricoles, d'infrastructures de stockage, d'aménagement des sites en HIMO, d'ateliers de transformation afin d'atteindre les objectifs en matière d'amélioration de revenus et de sécurité alimentaire. Les spéculations ciblées sont notamment, le riz, le maïs et les cultures maraîchères.

Ainsi, les différents dossiers lancés dont la signature pourrait intervenir avant le 1^{er} trimestre 2018 se présentent ainsi qu'il suit :

- convention avec AGETUR pour un montant prévisionnel de 218.338.340F CFA
- contrats relatifs aux études techniques des aménagements et des retenues d'eaux pour un montant total de 344.558.876 FCFA
- convention avec les structures techniques d'Appui (FUPPRO, DPV, DQUIFE, DSME, PNOA, DLROPEA, INRAB) pour un montant total de 469.741.000F CFA
- contrat relatif à la mise en place d'un système informatisé de suivi évaluation pour un montant de 22.500.000F CFA
- contrat relatif à l'acquisition de fertilisants et pesticides au profit des membres des groupes de contact du projet pour un montant de 600.000.000F CFA
- contrat relatif à la construction du siège de l'UGP pour un montant de 95.000.000F CFA
- contrat relatif au recrutement d'une ONG pour la mise en place des ESOP
- contrat relatif au recrutement d'une ONG pour le suivi rapproché des activités de terrain du PAPVIRE-ABC.

Conclusion

Au titre de l'année 2017, la mise en œuvre du projet a affiché des performances relativement moyennes quoique acceptables au regard des difficultés enregistrées. Le taux d'exécution physique est de 64,21% et le taux d'exécution financière est 24,78%. Ces taux confèrent au projet un niveau global d'exécution physique des activités du Projet de 21,23% sur une prévision de 30%. Cette situation s'explique par le retard accusé dans la mise en œuvre des procédures de passation des marchés relatifs aux études techniques sur les travaux d'aménagement hydro-agricoles et la non réalisation des infrastructures de stockage et de transformation.

Dans ce cadre, l'UGP prendra des dispositions pour l'accélération des procédures en vue de l'engagement de toutes les acquisitions de biens et services au profit des bénéficiaires tel que prévu dans le PPM 2018.